

STANISŁAW BOROWSKI

MAGISTER PRAW,

ASYSTENT SEMINARJUM DAWNEGO POLSKIEGO PRAWA SĄDOWEGO
UNIwersytetu warszawskiego.

**PRZYSIĘGA DOWODOWA
W PROCESIE POLSKIM PÓŹNIEJSZEGO ŚREDNIOWIECZA.**

ROZPRAWA DOKTORSKA,
PRZYJĘTA PRZEZ RADĘ WYDZIAŁU PRAWA
UNIwersytetu warszawskiego.

WYDANA Z ZASIŁKU TEGOŻ WYDZIAŁU.

WARSZAWA 1926.

PRACE SEMINARJUM DAWNEGO POLSKIEGO PRAWA SĄDOWEGO
UNIwersytetu warszawskiego № 1.

STANISLAS BOROWSKI

LICENCIÉ EN DROIT,

ADJOINT DU DIRECTEUR DU SÉMINAIRE DE L'ANCIEN DROIT JUDICIAIRE
POLONAIS DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE.

**LE SERMENT JUDICIAIRE DANS LE PROCÈS POLONAIS
AU MOYEN-AGE AVANCÉ.**

THÈSE DE DOCTORAT,

ADMISE PAR LE CONSEIL DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE.

VARSOVIE 1926.

TRAVAUX DU SÉMINAIRE DE L'ANCIEN DROIT JUDICIAIRE POLONAIS
DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE № 1.

STANISŁAW BOROWSKI

MAGISTER PRAW,

ASYSTENT SEMINARJUM DAWNEGO POLSKIEGO PRAWA SĄDOWEGO
UNIwersytetu warszawskiego.

PRZYSIĘGA DOWODOWA

W PROCESIE POLSKIM PÓŹNIEJSZEGO ŚREDNIOWIECZA.

ROZPRAWA DOKTORSKA,
PRZYJĘTA PRZEZ RADĘ WYDZIAŁU PRAWA
UNIwersytetu warszawskiego.

WYDANA Z ZASIŁKU TEGOŻ WYDZIAŁU.

*Wielce Szanownej Państwu
Dr. Józefowi Karwanickiej
z wyrazami najgłębszego uznania
dla jej badawczej pracy naukowej*
WARSZAWA, 1926. *Wład. Antos*

PRACE SEMINARJUM DAWNEGO POLSKIEGO PRAWA SĄDOWEGO
UNIwersytetu warszawskiego № 1.

1575/1929.

STANISLAS BOROWSKI

LICENCIÉ EN DROIT,

ADJOINT DU DIRECTEUR DU SÉMINAIRE DE L'ANCIEN DROIT JUDICIAIRE
POLONAIS DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE.

**LE SERMENT JUDICIAIRE DANS LE PROCÈS POLONAIS
AU MOYEN-AGE AVANCÉ.**

THÈSE DE DOCTORAT,

ADMISE PAR LE CONSEIL DE LA FACULTÉ DE DROIT
DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE.



343961

VARSOVIE, 1926.

TRAVAUX DU SÉMINAIRE DE L'ANCIEN DROIT JUDICIAIRE POLONAIS
DE L'UNIVERSITÉ DE VARSOVIE № 1.

La thèse présente a pour objet l'étude du serment judiciaire dans le procès polonais au Moyen - Age avancé. A cette étude se joint à un certain point celle de la même institution dans d'autres législations, surtout dans les législations slaves.

Le présent ouvrage se compose d'une introduction et de sept chapitres:

- 1) L'idée même de l'institution et sa caractéristique,
- 2) Les personnes appelées à prêter le serment,
- 3) Les personnes qui participent à l'acte,
- 4) La formule du serment,
- 5) L'exécution:
 - a) termes,
 - b) lieu,
 - c) modes,
 - d) impenses judiciaires,
- 6) Irrégularités.

CHAPITRE I.

Prenant comme point de départ le fait, que le serment est un phénomène général qui se rencontre au courant de toute l'évolution historique, l'auteur constate son existence chez les anciens Slaves qui l'ont transmit à la législation polonaise.

Le serment judiciaire dans le droit polonais avait un caractère double: d'un côté, c'était un moyen de preuve auxiliaire, de l'autre—il constituait une preuve indépendante. D'ordinaire, chaque partie ne prêtait serment qu'une fois dans le cours d'un procès qui embrassait une cause dans tout son ensemble. Par exception, cependant, arrivait-il que les parties le prêtaient plusieurs fois de suite.

Malgré la pratique fréquente de cette institution, elle jouissait d'une grande estime, ce qui avait pour résultat, que les parties renonçaient souvent à en user et en libéraient leur adversaire.

L'institution dont il s'agit garde en général les traits communs du procès polonais; en particulier elle se caractérise par l'absence de la contrainte et par le caractère religieux de l'exécution, qui s'effectue selon la confession et le rite de celui qui prête le serment.

Le droit polonais ignorait les différents degrés du serment relativement à son importance, excepté le serment *iuxta ritum iudaeorum*.

Les catégories du *iuramentum assertorium* et *promissorium* ne répondent pas à l'essence de l'institution en question—il tombe sous celles de *iuramentum iudiciale* et *extraiudiciale*. Le *iuramentum iudiciale* se divise en serment affirmatif et négatif. En surplus il est à noter le *iuramentum pro accusatione* et *pro expurgatione*.

CHAPITRE II.

Les sujets susceptibles de serment étaient des personnes physiques — les parties, leurs représentans et les témoins.

Une capacité restreinte en fait de serment possédaient les mineurs, ainsi que les personnes dont l'état physique exclue la possibilité de prêter le serment dans les formes requises. Il s'y joignait l'influence de la religion: ainsi les personnes non pratiquantes n'étaient point admises au serment.

Le même résultat quant à la réputation: seuls les *fidedigni* étaient capables de le prêter. La *facultas iurandi* était retirée jusqu'au commencement de la nouvelle année à ceux, qui ont prêté serment trois fois au courant de l'année précédente.

Les esclaves étaient incapables de serment.

Les restrictions selon l'état étaient inconnues.

Comme règle, le droit polonais connaît le serment

personnel — iuramentum corporale, par exception — celui de iuramentum vicariis manibus. Le droit d'y recourir appartenait au clergé et seulement dans certaines causes. En Masovie il était permis de prêter le serment par procuration dans les causes dont la valeur pécuniaire n'excédait par dix *grzywna*.

CHAPITRE III.

Le chapitre présent traite des personnes qui participent à l'acte du serment. La participation des personnes censées de le prêter, aussi que du représentant du pouvoir officiel était une condition indispensable pour la validité de l'acte. Celle de l'adversaire n'avait pas ce caractère, et l'absence de la partie contraire n'empêchait pas la validité de l'acte.

D'ordinaire, le représentant du pouvoir officiel exerçait la fonction du *prawidlnik* (*iustarius*).

Dans l'acte du serment en dehors des personnes ci-nommées, prenaient part des tiers, dont la participation était facultative.

CHAPITRE IV.

La formule du serment s'appelait *rota*. Elle était laconique et contenait l'invocation, l'affirmation du caractère testimonial de la déposition aussi que le fait qui devait être établi. Au surplus, quelquefois il s'y ajoutait le nom de la personne qui prêtait le serment et la malédiction devant la frapper en cas de parjure. Le contenu du serment était fixé soit par le tribunal, soit par les parties, et insinué dans les actes du tribunal. Une modification arbitraire du contenu était prohibée autrement que du consentement du tribunal ou de la partie contraire.

CHAPITRE V.

L'exécution du serment avait lieu après que le serment avait été déféré. En cas où il l'était à plusieurs

personnes elles le prêtaient l'une après l'autre en commençant par la partie elle-même, suivie ensuite par les témoins.

La gravité de l'acte exigeait l'accomplissement d'un certain rite de la part des personnes qui y prenaient part.

L'acte terminé, le tribunal en était informé dans tous les détails par un représentant du pouvoir officiel. L'exécution de l'acte était fixée à un certain terme — termin przysiężny — terminus iuramentalis — qui pouvait être indiqué de différentes manières. L'intervalle entre la fixation du serment et l'exécution de l'acte variait d'un jour à une année et six semaines. Il devait être prêté avant midi et ce n'est que vers la fin du Moyen-Age qu'on put l'exécuter aussi dans l'après-midi. Très souvent il pouvait être ajourné.

Quant au lieu, c'étaient des lieux sanctifiés par la religion: des sanctuaires, des places devant les sanctuaires, des cimetières, dans les procès de bornage — les lignes des bornes, à la fin du Moyen-Age — le local du tribunal.

La forme du serment avait beaucoup d'importance, quoique le droit polonais n'offre pas de grandes variétés à ce sujet. La forme du serment dépendait à cette époque de la confession de la personne qui le prêtait, de son état et du genre du litige. La forme générale était celle secundum ritum Christianorum: la personne récitait la formule du serment à genoux en posant à la fin ses doigts sur les pieds du crucifix. Le clergé catholique pratiquait le serment sur L'Evangile. Les fidèles du rite grec le prêtaient sur le „święte wiedienje“ (anneau sur la porte conduisant au sanctuaire), du reste, souvent à contrecœur. Les juifs l'exécutaient selon consuetudinem Iudaeorum — ad decem praecepta Dei, vêtus d'un manteau, la tête couverte, le visage tourné vers le soleil, séparément, et se tenant nu-pieds sur un tabouret. Les Valaques et les Arméniens le prêtaient aussi selon leurs propres rites. En qualité de formes survivales, héritées du passé païen on usait du serment par le soleil.

Dans ce chapitre il est question encore des impenses payées par la partie qui fournissait la preuve. Elles étaient versées au ministerialis, iustarius et à l'église, et variaient quant à la somme.

CHAPITRE VI.

L'irrégularité consiste dans l'ommission d'un élément quelconque du serment. Les résultats de l'irrégularité commise variaient selon les conditions locales du pays. Généralement, l'irrégularité est cause de la perte du procès, au commencement du Moyen-Age elle entraîne au surplus une amende. Postérieurement, les suites de l'irrégularité perdent leur rigueur, l'évolution finit par des amendes, appliquées exclusivement et la partie obtient la possibilité de répéter le serment à neuf. La seule exception à cette règle est le serment des juifs.

L'irrégularité matérielle, le parjure, était aussi connue du droit polonais, mais la compétence exclusive des tribunaux ecclésiastiques en cette matière fut cause de l'absence de règles juridiques concernant le parjure.

L'ommission du serment par la personne à qui il incombait avait pour résultat la perte du procès à laquelle se joignait parfois le payement d'une amende.

WSTĘP.

Literatura naukowa polska nie posiada specjalnej monografji o przysiędze dowodowej w dawnym procesie polskim. Ten brak jest uzasadnieniem przedkładanej rozprawy.

Przedmiotowo zakreśliłem granice niniejszej publikacji następująco: zajmuję się wyłącznie instytucją przysięgi w procesie polskim. Pod względem czasu badania niniejsze ograniczają się do epoki późniejszego średniowiecza; granicę dolną stanowi epoka statutu wiślickiego; górna granica sięga końca XV i początków XVI wieku.

Za źródło służyło mi wszystko, cokolwiek mogło przyczynić się do wyjaśnienia kwestji. Ale czytelnik, obeznany z przedmiotem, wie, że te źródła nie są zbyt obfite, niekiedy nazbyt ubogie, szczególnie w odniesieniu do czasów wcześniejszych. Podstawę poszukiwań stanowiły liczne księgi sądowe, dyplomatarjusze i pomniki prawodawcze epoki średniowiecza.

Literaturę przedmiotu niezbyt obfitą, rozsianą przeważnie w rozprawach ogólnych o procesie polskim, usiłowałem wyczerpać całkowicie. Prace, dotyczące obcych prawodawstw, wyzyskałem dla celów porównawczych, nie zamierzając wszakże wyczerpać kwestji, a jedynie uwypatnić niejakié różnice i podobieństwa. Szczególniejszą uwagę starałem się zwrócić na kraje słowiańskie, zwłaszcza na Czechy.

Wykładowi starałem się nadać postać jaknajbardziej prostą i zapewnić mu wszelką możliwą jasność, a przytem nie oddalać się od źródeł, z których czerpałem, unikając domysłów.

W konstrukcji myślowej dążyłem przede wszystkim do prawniczego ujęcia zagadnienia, z tego powodu należało niekiedy zrezygnować z frapujących barwnych opisów, nie idących po linii tego założenia.

Pragnąłem rzecz przedstawić według mych najlepszych chęci służenia Nauce. Rzeczą bezstronnej krytyki będzie dać ocenę tym moim zamierzeniom.

*

*

*

Rozprawę niniejszą napisałem w Seminarjum Dawnego Polskiego Prawa Sądowego Uniwersytetu Warszawskiego.

Kierownik tegoż, JW Pan Profesor Dr. Józef Rafacz, mój kilkuletni Zwierzchnik i Nauczyciel, nie szczędził mi cennych rad i światłego przewodnictwa w stawianiu pierwszych kroków na polu badawczej pracy naukowej. Niech mi wolno będzie za to złożyć słowa serdecznej podzięk i zapewnienia wdzięczności i przywiązania oddanego Mu ucznia.

Poczuwam się również do miłego obowiązku wyrażenia słów wdzięczności względem JW Pana Prof. Eugenjusza Jarry, h. t. Dziekana Wydziału Prawa Uniwersytetu Warszawskiego za okazywaną mi życzliwość i zachętę do pracy.

I. POJĘCIE i CHARAKTERYSTYKA.

Instytucja przysięgi stanowi zjawisko powszechno-dziejowe, spotykane u wszystkich ludów we wszystkich czasach.¹⁾

Znaną była również dawnym Słowianom, chociaż, jak zgodnie twierdzą pisarze, „z trudnością do przysięgi dopuszczano“.²⁾

Stamtąd przeszła do prawodawstw poszczególnych państw słowiańskich skąd i polskie prawodawstwo ją przejęło, jakkolwiek zabroniono przysięgać „in arboribus, fontibus et lapidibus“, wnosząc do instytucji elementy zaprowadzonej religii chrześcijańskiej.³⁾

Wszystkie języki słowiańskie mają na oznaczenie omawianej instytucji różne wyrazy: przysięga i kłątwa, prisaha a kletba, klatba, kletva, присяга, крестное цѣлованіе, божба клятвенная, заклетва i inne.⁴⁾ Z tych

¹⁾ Bachman, 51; Brzeziński, 3-4, 7-9; Dalloz, 1; Enjay Paul, *Le serment à travers les âges et les peuples*, Revue scientifique, IV-me série, T. XV, Paris, 1901, p. 370; Göpfert, 1; Hirzel, 1; Maciejowski J. VII, 44; Mercer Samuel, *The oath in babylonian and assyrian literature*, Munich, 1911, p. 31; Nowodworski, XXII, 335; Ostrowski, 113; Tarde, 23; Ziebart Ericus, *De iure iurando in iure graeco questiones*, Gottingae, 1892, p. 5.

²⁾ Arpe (w dziele Themis cimbrica, Hamburg 1737, str. 205): „Iurationes difficillime admittuntur“; Mac. III §§ 218, 220, V § 368 powołuje Helmolda I, 52, 83; cf. Surowiecki, 161; Сергѣевичъ, 589.

³⁾ Helmold I, 83. Por. Kadlec, *O sądownictwie*, 141; Winiarz, 293.

⁴⁾ W terminologii łacińskiej występuje powszechnie iuramentum, a ponadto: sacramentum (Mat. 63; Inscript. clen. 1006; A. G. Z. XII, 285, 501; Kod. Krak. I nr. 62; Kod. Wp. III nr. 1998), a nawet sacramentum iuramenti (V. L. I, 247); czasownikowo periurare (Piek. 485, 290; Ul. 6626), conturare (Hel. II, 3856), deiurare (A. G. Z. XII, 1634), w polskiej: przysiąc (Hel. II, 1397).

„przysięga“ odnosi się przede wszystkim do zewnętrznej czynności aktu, — „klątwa“ — zawiera w sobie wewnętrzną powagę przysięgi; zwrócić wszakże należy uwagę na różnorodność pojęcia i roli klątwy w średniowiecznym prawie.¹⁾

Istocie przysięgi poświęcono liczne karty rozpraw i dzieł uczonych od czasów najdawniejszych do obecnej chwili.²⁾

Podstawę religijną przysięgi stanowi wiara, że bóstwo bierze udział bezpośredni w czynach ludzkich i nie dopuszcza do kłamliwego wezwania swego imienia na stwierdzenie nieprawdy.³⁾

Dotychczas jeszcze u ludu panuje przekonanie, że przez usta przysięgającego przemawia sam Bóg: wiara ta ma źródło w istocie średniowiecznych ordaljów czyli sądów bożych, z których przysięga stanowiła najłagodniejszą formę.⁴⁾

Oddziaływanie bóstwa w składaniu przysięgi przejawiało się dwojako: w błogosławieństwie i w przekleństwie.⁵⁾ Bóg otoczy swą łaską zaprzysięgającego prawdę, a ześle zemstę w przypadku bluźnierczego wezwania Jego imienia na stwierdzenie nieprawdy.⁶⁾

W polskiej przysiędze sądowej przejawia się jaskrawo, wysławiany w rocie *expressis verbis*, element błogosławieństwa. Pierwiastek przekleństwa *implicite* zawierał się w wypowiedzianem błogosławieństwie, rzadko

¹⁾ Por. Dąbkowski, Litkup, 60 i n.; *Acta capit.* I, 203, 253, 325, II, 24, 56, III, 16, 48, *passim*; Miklosich, p. w. *присяга, клятва, пота*; Mac. III § 218.

²⁾ Göpfert, 152; Hirzel, 11.

³⁾ Ostrowski, 172; Raf., 172.

⁴⁾ Hirzel, 210; Lasch, 3; Tarde, 23; Brzeziński, 164; Post, 478; Winiarz, 290.

⁵⁾ Dąbkowski, Litkup, 62.

⁶⁾ Enjoy l. c. 369. Der Eid — lapidarnie powlada Lasaulx — ist ein mit einem Fluche verbundenes Gebet, Danz August, *Der sacrale Schutz im römischen Rechtsverkehr*, Jena, 1857, S. 20.

jednak przyoblekając się w słowa zaprzysięganej rotę.¹⁾ Przekleństwo zwracało się przedewszystkiem przeciwko osobie przysięgającej.²⁾ Ale praktyka sądowa stwierdza, że poddawano i inne osoby. Ojciec rodziny przysięgał na dzieci swoje, a jeżeli ich nie miał, na żonę swoją.³⁾

Za podstawę prawną przysięgi służy groźba prawodawcy ukarania krzywoprzysięzcy.⁴⁾

Najbardziej nas interesującym jest tu rozstrzygnięcie zagadnienia, jaką rolę spełniała przysięga w instytucji dowodów w naszym prawie średniowiecznem.

Przedstawiciele współczesnej doktryny nie są zgodni w poglądach na zasadniczą rolę przysięgi w zakresie dowodów sądowych.

Jedni przyznają jej byt samodzielny, wynosząc ją do roli dowodu, inni natomiast przyznają jej rolę pomocniczą, rolę środka umocnienia lub utwierdzenia dowodu.⁵⁾

W takim samym stanie rozbieżności poglądów na kwestję znajduje się również literatura dawnego polskiego prawa sądowego.⁶⁾

¹⁾ A. G. Z. XIV, 3132; por. Balzera recenzję A. G. Z. XIII w Kwart. Historycz. III, 515; Brandl, O přísahách, 26; Dalloz, 1.

²⁾ Łęcz. II, 3020; A. G. Z. XIII, 5034.

³⁾ A. G. Z. XI, 339, 344; Lek. II, 1638; cf. Dąbkowski, Litkup, str. 63 i tamże przyp. 3.

⁴⁾ Прошевой, 31; Ostrowski, 120.

⁵⁾ Dr. Heinrich Albert Zachariae, Handbuch des deutschen Strafprocesses, Göttingen, 1868, Bd. II S. 454, w rozdziale traktującym o poszczególnych rodzajach dowodów poświęca § 149 dowodowi z przysięgi, por. Tarde l. c. p. 23; Liszt, Meineid, 13.

R. Garraud, Précis du droit criminel, Paris, 1903, p. 656.

И. Я. Фойницкий, Курсъ уголовного судопроизводства, Петербургъ, 1899, Т. II, стр. 286, § 246.

Ostrowski, op. cit. 113, określa przysięgę jako rękojmię przedmiotową dowodu ze świadków.

Birkmeyer Karl Dr., Encyklopädie der Rechtswissenschaft, Berlin, 1901, S. 1132.

⁶⁾ Romuald Hube („Prawo polskie w XIII w.“ — Pisma T. II str. 531 i 547) przyznaje przysiędze rolę pomocniczą, ten sam cha-

Sądzę wszakże, że żadnego z rozbieżnych poglądów odrzucić a limine jak i przyjąć bez zastrzeżeń nie możemy, gdyż każdy z nich zawiera część słusznego poglądu na sprawę.

W celu sprecyzowania poglądu rozróżnimy treść i formę przysięgi. W ograniczeniu do treści stwierdzić należy, że przysięga staje się istotnie tylko umocnieniem zeznania. Natomiast w uwzględnieniu na pierwszym miejscu formy przysięgi wysuwa się jej samodzielność jako rodzaju dowodu.¹⁾

To spekulatywne wyjaśnienie kwestji znajduje całkowite poparcie i uzasadnienie w źródłach średnio-wiecznego prawa polskiego.

W pomienionych źródłach przysięga dowodowa występuje w dwojakim charakterze: jako środek utwierdzenia dowodu i jako dowód samodzielny.²⁾

rakter przypisuje instytutowi przysięgi prof. Rafacz (Raf. 172, chociaż również przyznaje mu rolę samodzielną, str. 155, 156), natomiast prof. Kutrzeba (Dawne polskie prawo sądowe, str. 83) zalicza przysięgę w poczet siedmiu wymienionych przezeń rodzajów dowodów. Por. także poglądy: Winiarza, op. cit. 294; Dunina, op. cit. 252, Kadleca, O sądownictwie, str. 139 oraz Přisežni, str. 4.

Oryginalny w tej sprawie pogląd wypowiedział Aleksander Korowicki (Proces cywilny litewski, Wilno 1826, str. 140), „w niedostatku pisma i świadków — powiada — przysięga służy za dowód“, czyli przysięgę tę składa tylko strona procesowa.

¹⁾ Ostrowski 31; Tardif, l. c. 110, ujmując rzecz w odniesieniu do prawa francuskiego, również przyjmuje dystynkcję na serment décisoire — jako dowód samodzielny i sacramentum suppletorium, wszakże stwarza inne fundamentum divisionis.

Oryginalnie ujmuje kwestję Post., czyniąc przedewszystkiem zasadnicze rozróżnienie między zauberpriesterliche Prozess i weltliche Prozess, op. cit. p. 454 sq.

²⁾ Hel. II, 1157.

A. G. Z. XI, 2436, 2657; XIII, 7003; XIX, 1440, 2584.

Ul. 3997, 7631, 8184.

Lek. II, 1298, 2656.

Inscrip. clenod. 501.

Kal. 463.

Występując w charakterze dowodu samodzielnego przysięga była pełnym dowodem.

Jej dopełnienie było ostatecznem rozstrzygnięciem sprawy, uważano bowiem, jak to aforystycznie ujął w końcu XV wieku Mistrz ze Vše^vhrd, że przysięga jest końcem wszystkich ludzkich sporów i sądów.¹⁾

Strona zwyczajnie składała przysięgę w danym procesie o pojedynczą sprawę tylko jeden raz.²⁾ Ale znajdujemy odstępstwa od pomienionej reguły. Według statutu dzielnicy plockiej (między 1377 a 1387) należało „pro qualibet causa parva et magna ter iurare”.³⁾ Toż samo było i na południowowschodnim Mazowszu, gdzie jednak statut księcia Jana Warszawskiego z roku 1406 ograniczył potrójną przysięgę do spraw o nieruchomości i do spraw długów ponad 20 grzywien.⁴⁾

Piek. 712, 789; Łęcz. II, 864.

Kod. Mp. II nr. 454.

cf. Hube, Pisma II, 536 — 7.

Występując w charakterze środka utwierdzenia dowodu, przysięga jest jednym z wielu środków do tego celu przeznaczonych. Obok przysięgi tę rolę spełniało zeznanie pod honorem, super humanitem, super animam, super conscienciam (Hel. II 3214; Mat., 109; Łęcz. II, 3020; A. G. Z. XI, 2410; XIX, 1440).

Bezsprzecznie, że z pośród tych środków przysięga stanowiła środek najmocniejszy. Podobne zjawisko spotykamy i w innych prawodawstwach, w serbskiem i w czeskiem, Mac. III, § 176; V, § 368; por. Ostrowski, op. cit. 114.

¹⁾ Vše^vhrd, II, 25, 6.

²⁾ W razie łącznego procesu o kilka spraw, co do każdej z nich należało przysięgać osobno—Hel. II, 3148, 4344; Maz. I, 1684, 1685, 1689; A. G. Z. XI, 515; XVII, 3722; art. 16 i 17 „Cautelarum” z początku XVI wieku wyraźnie stwierdza złożenie pojedynczej przysięgi w procesie granicznym, Archiwum Komisji Prawniczej T. IX, Kraków, 1913, str. 214; cf. Ostrowski, op. cit. 117.

³⁾ Art. 2 Statutu Ziemowita IV — Hel. I, str. 274.

⁴⁾ Bal., 252; Dunin, 256.

Ponadto praktyka sądowa notuje sporadyczne wypadki wielokrotnej przysięgi, dwu, trzy, a nawet zaofiarowania dziesięciokrotnej.¹⁾

Kilkakrotne złożenie przysięgi mogło się zdarzyć, gdy np. strona wielokrotnie odłożyła termin, wówczas przybywszy na termin, każde odłożenie w pewnej epoce musiała poprzeć przysięgą.²⁾

Mogła mieć jeszcze miejsce kilkakrotna przysięga w razie niesprawności w wykonaniu.³⁾

Mimo częstego stosowania przysięgi średniowieczne polskie sumienie w wielkiej estymie zawsze ją miało, a również w procesie sądowym doniosłą odgrywała rolę.⁴⁾

¹⁾ Heł. II, 2983; Ul. 1584, 2393, 4901, 5928, 6021; Potk. 21; A. G. Z. XI, 2203; XIV, 1920; XVII, 2858: *Ex decreto iudicii Baro iurabit decem vicibus ad instanciam providi Casper de Lanczuth in hec verba: Ita me Deus adiuvet et decem precepta Dei, que Deus in monte Sinay dedit, quia cum domino Casper conveni vas vini et totale forum feci et panuum solutionem cum voluntate et consensu eius feci.*

²⁾ A. G. Z. XIV, 2407.

³⁾ A. G. Z. XIII, 2262;

Maz. III, 440, 2183; Łęcz. II, 3378.

⁴⁾ A. G. Z. XIX, 3135; Ul. 1064; Tarde, op. cit. 25, z zupełną słuszością stwierdza, że „dans le statut de Vislita... le serment joue encore un grand rôle”: Odmienne było w prawie zachodnio-europejskiem, tam dopuszczano do przysięgi w sprawach ważniejszych — Tardif, 110; cf. Ziebart, 35, 40. W naszym prawodawstwie średniowiecznem dostrzegamy tendencje pośrednio ograniczające stosowanie przysięgi, mianowicie: sąd niekiedy naznaczał na stronę procesową, dopuszczającą vituperando, dołose swego przeciwnika do dowodu z przysięgi karę, wynoszącą XV — Łęcz. II, 952, 6280; Inscript. clen. 95, 440, 506, 532; Heł. II, 1320, 2184.

Charakterystycznym jest zwrot dyplomaty z r. 1356: *...et si iuramentum ibi erit prestitum, quod absit...* — Kod. Wp. III nr. 1348 por. także nr. 1365. To częste stosowanie przysięgi w naszym procesie znajduje lapidarne ujęcie u Górnickiego: *Mało nie wszystko prawo wasze — powiada — na wożnym i na przysiędze zawisło. Nie wygrać u was żadnej rzeczy bez przysięgi* (Rozmowa Polaka z Włochem, Wyd. Turowskiego, Sanok, 1855, str. 46).

Nałóg co chwila prawie przysięgania gorszył Frycza Morzwskiego (De emend. Reipubl. lib. I cap. 24)

Przysięga była czynnością — jak to słusznie zauważył prof. Dąbkowski, która wzbudzała w ówczesnem społeczeństwie, zarówno w warstwach niższych jak i wyższych, świętą grozę, obawę obciążenia sumienia śmiertelnym grzechem krzywoprzysięstwa.¹⁾

Złożyć przysięgę, choćby w stwierdzenie najśluszniej sprawy, na to trzeba było odwagi, „albowiem kto bierze nadaremno Imię Boże, a swego fałszu nim potwierdza, pewna a nieomylna rzecz jest, iż pomsty od Boga nie ujdzie“²⁾

Stąd bardzo często strona cofała się od przysięgi, choćby przez to miała utracić nieraz wielkiej doniosłości sprawę, a na Mazowszu ponadto ulec karze.³⁾ Innym razem znowu strona prosiła o odroczenie terminu, aby się namysleć, czy złożyć przysięgę, czy odstąpić od niej.⁴⁾

Również świadkowie odmawiali niejednokrotnie złożenia przysięgi lub prosili o zwolnienie.⁵⁾ Często się zdarzało, że przeciwnik procesowy sam zwalniał stronę drugą lub jej świadków od przysięgi, mógł to uczynić w stosunku do określonej osoby z pośród przysięgających,

1) A. G. Z. XI, 1393; XIX, 3135; Raf., 162; Dąbkowski, Litkup, 58; Kadlec, Prześni, 6.

2) Groicki „Porządek sądów y spraw miejskich“. Kraków 1630, str. 149. Zapiski sądowe stale prawie wyrażają się: *quantum audebit iurare, si audebit, si audet seu presumet suo comprobare sacramento*: Hel. II, 4435; A. G. Z. XI, 1393, 1190, 2065, 3044; Łęcz. I, 4291; II, 5860; Acta exped. 46, 121; Inscip. clen. 1006.

3) A. G. Z. XI, 1313, 2436; XII, 4180; XIII, 2309; 4109; XVIII, 3195; Hel. II, 569; Ul. 8026; Łęcz. I, 205; Kod. Maz. nr. 209.

Dąbkowski, Litkup, 58—59.

Wybitnie da się to stwierdzić w szeregu wypadków, iż strona odkładając termin dla choroby, nie będąc istotnie chora, woli upaść w procesie, aniżeli złożyć fałszywą przysięgę. — por. Rafacz, Choroba, 605 i tamże przyp. 50.

4) A. G. Z. XIII, 4553.

5) Ul. 7536, 8218; A. G. Z. XI, 1313; Hel. II, 404, 1253, 3754; Łęcz. II, 472; Piek. 1120; Dąbkowski, Litkup, 59.

być też zaopatrzyć zwolnienie klauzulą generalną. ¹⁾ Tego bowiem, kto lekkomyślnie dopuszczał do przysięgi, napewno dotykała ręka boża. ²⁾

Szczególnie w stosunkach prawa prywatnego niezmiennie często w umowach zwalniano się nawzajem od przysięgi dowodowej w razie wynikłego sporu. ³⁾

Przez to prowadzący dowód miał zadanie ułatwione, bo zwolnienie stało narówni ze złożeniem przysięgi. ⁴⁾

Niekiedy sam sąd zwalniał od wykonania naznaczonej przysięgi. ⁵⁾

W procesie granicznym podkomorzy uwalniał za zgodą stron świadków od przysięgi, obawiając się obciążyć ich sumienie. ⁶⁾

W razie niepewności sprawy, zalecano pogodzić się, co wogóle było tendencją procesu polskiego. ⁷⁾

Proces sądowy polski, rozwijając się w przeważnej mierze swoiście wytworzył cechy charakterystyczne, przejawiające się w jego poszczególnych urządzeniach. Instytut przysięgi jest jednym z najbardziej podstawowych dla jego ogólnej charakterystyki; oprócz wszakże tych właściwości generalizujących, posiada jeszcze swe własne, na które należy zwrócić uwagę.

¹⁾ Ul. 6702, 6864, 6939, 7070, 7866; Łęcz. I, 4357; A. G. Z. XI, 2509; XIII, 4323, 5100; XIV, 943; XV, 3167, 3246, 4311; XVI, 113, 861; Kod. Mp. IV nr. nr. 1156, 1510; Hel. II, 175, 260, 2219, 3165; Kod. Krak. I, nr. 213; Raf. 167.

Podnieść należy, że strona dowodząca uzyskiwała przez zwolnienie uprawnienie, ale nie obowiązek odstąpienia od dopełnienia aktu.

²⁾ A. G. Z. XII, 336; Dąbkowski, Litkup, 59.

³⁾ Hel. I, 17, 104; II, 37, 44, 689, 1014; Ul. 5278; A. G. Z. XVII, 1385, 1847, 1986, 1897, 2064; Piek. 208; Łęcz. II, 1699; Acta capit. I, 85; Maz, I, 1169, 2206.

⁴⁾ Raf. 167.

⁵⁾ A. G. Z. XII, 3064; XIII, 5220; XIV, 1734, 1743.

⁶⁾ A. G. Z. XIX, 2971, 2977.

⁷⁾ Łęcz. I, 2580; A. G. Z. XI, 745; XII, 1661, 2707; XIII, 1564; XIX, 3113.

Ciekawą kwestję stanowi zagadnienie przymusu w składaniu przysięgi. Ogólnie da się powiedzieć, że przymus był niedozwolony i przysięga polska przejawiała cechy przysięgi własnowolnej. ¹⁾

Istotnie, bezpośredni przymus nie był stosowany, nawet wzbroniony. ²⁾ Pośrednio wszakże występował, niekiedy w jaskrawej postaci. Na Mazowszu nakładano niekiedy na odstępujących kary sądowe. ³⁾ Poza tym pośrednim przymusem prawnym zachodził przymus faktyczny, bowiem niezłożenie naznaczonej przysięgi powodowało upadek w procesie. ⁴⁾

Cechą niemniej wybitną była zasada wykonania przysięgi wedle obrządku wyznania przysięgającego, co ewolucyjnie stanowi wielki postęp. ⁵⁾ Każdy składał przysięgę *iuxta ritum suum*. ⁶⁾

Pomniki wspominają niekiedy, że złożono „*digne et solemne iuramentum*“, że oświadczone gotowość „*sollemniter iurare*“ i t. d. ⁷⁾ Z punktu widzenia naszego ocenić to należy jako zwykłe zwroty retoryczne. Zasadniczo bowiem prawo polskie nie rozróżniało stopni w przysiędze dowodowej. ⁸⁾ Wyjątek stanowi przysięga żydow-

¹⁾ Ul. 5599; Kod. Krak. I, nr. 433; Piek. 328; A. G. Z. XI, 1313. 2436, 3725; XII, 480; XIII, 246; Maz. I, 10, 1030; cf. art. 1 Stat. Zakroczy, z 1397 r. Bal., 247; cf. etiam: „Wisła“ T. XVIII z r. 1904, str. 364.

²⁾ Łęcz. I, 3764^a, pomówiony o to, odprzysięgił się, sicut ne przypożczal na przisęgę.

³⁾ Dunin, I. c. p. 255; Kod. Maz. nr. 209; cf. A. G. Z. XV, 2000.

⁴⁾ Ul. 9724; A. G. Z. XIV, 465; Inscript. clen. 1148; Hel. II, 596, 1253; Maz. III, 344. Ul. 9724: Nota — Mathias de Iuriziconicze dominum Michaelem iudicem pro L-ta marciis damni iure evasit, quia idem dominus iudex iurare noluit.

⁵⁾ Enjoy, op. cit. p. 20.

⁶⁾ A. G. Z. XIX, 3117: iuraverunt testes quilibet seorsum *iuxta ritum suum*.

⁷⁾ Kod. Krak. I nr. 213; A. G. Z. XIII, 2688.

⁸⁾ cf. Hitzel, 7; Lasch, 108. Odmiennego zdania jest

ska, rozróżniająca przysięgę „pro magnis causis“ i „pro minoribus vero causis“. ¹⁾

Z punktu widzenia ogólnie przyjętego w nauce podziału przysięgi na przyrzekającą (iuramentum promissorium) i przysięgę stwierdzającą (iuramentum assertorium), ustalić należy, że obydwa te rodzaje występują w polskiej przysiędze dowodowej. ²⁾

Ten stan rzeczy zaprzecza przeto zupełnej ścisłości określenia przysięgi stwierdzającej przysięgę sądową. ³⁾ Dystynkcji przysięgi sądowej szukać należy w innej płaszczyźnie — jest nią cel, dla którego ją się składa. W tem uwzględnieniu staniemy przed podziałem na przysięgę procesową, konwencjonalnie zwaną sądową i pozasądową. ⁴⁾

Z kolei w przysiędze sądowej można rozróżnić przysięgę twierdzącą, afirmatywną i zaprzeczającą, negatywną, zależnie od tego, czy stwierdzała istnienie faktu lub prawa, lub tychże nieistnienie. ⁵⁾

Winawer (op. c. 137), wypowiadając pogląd, że był niższy stopień przysięgi, przy którym przysięgający „brał na wiarę swoją“ (uf syne truwe nemen), nie wykonywując przytem żadnych uroczystych obrzędów, oraz przysięga uroczyście. Niesłuszność twierdzenia Winawera wynika z mylnego tłómaczenia „truwe“, nie chodzi tu o wiarę w znaczeniu religijnem, ale o fides w znaczeniu szczerości w działaniu (bona fides). Dlatego też „uf syne truwe nemen“ nie było przysięgą, lecz jednym ze słabszych od przysięgi środków umocnienia zeznania, o czem na właściwym miejscu była mowa.

1) V. L 1, 313.

2) Hirzel. I. c. p. 2; Maciejowski J. VI, 197; A. G. Z. XIX, 3117, 3134; Łęcz. I, 6159.

3) cf. Lasch, op. cit. 7.

Dąbkowski, Litkup, 56.

4) por. Liszt, 12; Ziebart, 5, 42. Nie potrzebujemy szerzej nadmieniać, że w danym razie rozpatrujemy zagadnienie przysięgi in iure, nie zajmując się przysięgą in vita quotidiana.

5) Łęcz. I, 2235; A. G. Z. XIV, 380; Hube, Ustawodawstwo, 168, tegoż Sądy, 27; Schoennet, 257 — 258. W postępowaniu

Od tego podziału odróżnić należy dystynkcję przysięgi na akuzacyjną i pro expurgatione, pierwsza miała za zadanie ustalenie dowodu in favorem powództwa, druga — oskarżenia.¹⁾

o naganę szlachestwa zasadą był dowód twierdzący, nie zaś przeczący, Semkowicz, Nagana, 35.

Przysięga mogła zawierać naganę pozytywną przez zaprzeczenie zarzutu z jednoczesnem ustaleniem faktu, np. Lek. I, 1551: To we Bog iako to negest ten kant kosczelne ale me y mych dzieci.

¹⁾ Jovanovicz 11. Nadmienić tu wypada, że kościół był przeciwny odprzysięgom. Już na synodzie wrocławskim, odprawionym w roku 1248, stanowczo je potępił, żądając, by dowód przeprowadzano nie za oskarżonym, ale przeciw niemu — Hube, Pisma, II, 547.

II. OSOBY, SKŁADAJĄCE PRZYSIĘGĘ.

Przysięga była składana albo tylko przez samą stronę, bądź też przez stronę i jej świadków lub tylko przez świadków, co zależało od rodzaju i doniosłości sprawy.¹⁾ Powyżej wzmiankowane osoby były przeto podmiotami przysięgi dowodowej.

Ustalamy przedewszystkiem, że podmiotem przysięgi mogła być tylko osoba przyrodzona, odpowiadająca pewnym szczególnym kwalifikacjom.²⁾

Wymogi, jakie stawiano osobie, mającej składać przysięgę, tem są charakterystyczne, że były one kategoryczne, niezależne od dyspozytywności stron procesowych.³⁾

Jakkolwiek w pomnikach prawodawczych nie znajdujemy wymogu wieku osoby przysięgającej, to jednak wynikało to z ducha prawa polskiego.⁴⁾

Prawo polskie wychodziło bowiem z założenia, że poznanie i rozsądek nabywają się z latami i stosownie

1) Łęcz 11, 620; Lek. 1, 2885; Hel. 11, 3053; A. G. Z. XIII, 228; XV, 2991; Piek. 1158, 1341; Hube, Pisma, 11, 546; Schoennet 260; Ostrowski, 115, 140. Przysięga świadków, jakkolwiek w przeważnej mierze w prawodawstwach stosowana, nie jest znaną prawu mahometańskiemu, Nowodworski, 335.

2) Tomal, 196; Post, 497.

W terminologii osoby przyrodzonej przyjmujemy trafne ustalenie prof. Dąbkowskiego, Pr. prywat. 11, 87, przyp. 1.

3) Przeprowadzona tu dystynkcja pojęć doprowadza w konsekwencji swej do konieczności rozróżnienia warunków zdolności przysiężnej a zdolności do świadczenia. Dotychczasowa literatura przedmiotu podciąga to pod jedną rubrykę warunków do zdolności do świadczenia, por. Schönnet, 341 i nast., Raf. 161 i nast., Kutrzeba, Pr. sąd., 84.

4) Raf. 87, 88, 161.

do tego stanowiło pewne granice wieku, od których osiągnięcia zależała możliwość spełniania pewnych czynności prawnych.¹⁾

W odniesieniu do kwestji zdolności przysiężnej zabytki praktyki sądowej współczesnej stwierdzają, że nieletni pozbawieni byli *facultatis iurandi*.²⁾

Jaką górną granicą lat było zdeterminowane owo pojęcie małoletniości, nie możemy tego stwierdzić z zupełną dokładnością. Może zależało to od rozwoju fizycznego i umysłowego danej jednostki, jak to spotykamy jeszcze w sąsiednim prawie czeskim na początku XVI stulecia.³⁾

Hipotetycznie sądzić należy, że wiek ten kończył się z ukończeniem lat 12 w epoce XIV i początkach XV wieku, z czasem podniósł się do lat 14, a w końcu XV stulecia wynosił lat 15.⁴⁾

Dla dziewcząt granica wynosiła 12 lat.⁵⁾

¹⁾ Dąbkowski, Pr. pryw. I, 114; A. G. Z. XIX, 142, 150; Piek. 1065; Łącz. I, 5997, 6006.

²⁾ Koz. I, 3: Stanislaus Szczeczyna de Korzqui debet se expurgare eisdem testibus quos ipse producit necnon quos eciam dominus Matias ad iuramentum pro expurgacione... Non admisit, quia videbantur sibi quasi *iuvenes*.

A. G. Z. XII, 370, sędziowie „iurare huiusmodi pueros non admittentes“; pośrednio A. G. Z. XVII, 3401. Prawo litewskie, ściślej niż polskie przysięgę połączywszy z rodowością, nie tylko dozwalało, ale owszem kazało dzieciom w niektórych sprawach wykonać przysięgę, Mac. III § 220, V §§ 368, 371; Ius pol. 374; Brzeziński, 16; Dunin, 259; Schoennet, 342.

³⁾ Por. Dąbkowski, op. cit. I, 215; Autor epokowych „Ksiąg“ o prawie czeskim, obrazowo powiada: „Léta přirozená v zemi české ne vedle jistého počtu let ale vedlé dokonalosti přirození se čtú: Na mužském pohlaví, když se brada spe aneb když lóno chlupatí, a kdez se kole jedno z dvého ukáže, dosti jest, a nenie potřebbe obého. A na ženském pohlaví když se prsy pučie a nadymají. (Vsehrd V, 45, 2).

⁴⁾ Dąbkowski, ibidem, I, 216.

⁵⁾ Raf. 87; Dąbkowski, ibidem I, 216.

Nie znało prawo polskie ograniczeń zdolności przysiężnej z powodu płci.¹⁾ Kobieta, bez różnicy stanu cywilnego, była pod tym względem zrównana w prawach z mężczyzną.²⁾

Znane gdzieindziej, a nawet po dziś dzień tkwiące w przesadach ludowych restrykcje w zdolności prawnej składania przysięgi przez kobietę ciężarną, nie miały zastosowania w prawie polskim.³⁾

Kobieta brzemienna posiadała pełną zdolność przysiężną i mogła przysięgać.⁴⁾ Miała jednak możność skorzystać z odroczenia terminu w charakterze chorej.⁵⁾

Czy płeć wywierała wpływ na sposób składania przysięgi nie można kategorycznie twierdzić. Sądzić jednak należy, że w naszym prawie nie wywierała wpływu.⁶⁾ Przytoczony u Czackiego wypadek gotowości królowej Bony „podług zwyczaju ręką na piersiach położoną wykonać przysięgę” ma charakter pozaśadowy i stanowił oddawna pośród chrześcijan znany zwyczaj.⁷⁾ Pomniki prawa polskiego nie wzmiankują,

¹⁾ Ius pol. 393; Maz. II, 631; Lek. II, 730, 743, 2044; Ul. 3500, 8862; Hel. II, 109; Łęcz. I, 315, 340; II, 5627, 4548; A. G. Z., XIV, 2225; Hube, Sądy, 95; Rundstein, 40.

²⁾ Ul. 4333, 4702, 7070; Bob. 275; A. G. Z. XII, 397, 606, 1291, 3627; XII, 4142; Hel. II, 109; Lek. I, 2166; Łęcz. II, 5627.

³⁾ Por. ankietę Der Eid im Volkleben, w Am Urquell, Monatschrift für Volkkunde. Bd. III J. 1892, S. 184—5, 303. Wyjątek zapewne stanowiły kobiety wyznania mojżeszowego — por. Pazdro, 101, por. także R. Liljentalowej, Wierzenia, przesady i praktyki ludu żydowskiego, Wisła, XIX, str. 162.

⁴⁾ Ul. 4280; Mac. V, § 369.

⁵⁾ Ul. 5334.

A. G. Z. XVIII, 3760.

Łęcz. II, 5090.

⁶⁾ Brunner, 432; Brzeziński, O przysiędze, 28. W sąsiednich Czechach dostrzegamy wpływ płci na sposób składania przysięgi, Brandl, O přísahách, 51.

⁷⁾ Czacki, O lit. i pol. pr. II, 250. Janidlovius, str. 75, powiada, że „Iuramentum ad positionem manus in pectore antiquum est, hodieque a piis Christianis servatur... quae forma iuramenti tempore Modestini fuit“, cf. Acta capitulorum I, 898.

by znajdował zastosowanie w naszych sądach średnio-wiecznych.

Upośledzeni fizycznie, nie mogący z racji swego kalectwa sprawnie wykonać przysięgi, doznawali ograniczeń faktycznych w zdolności przysiężnej.¹⁾ Wynikało to z zasad formalizmu, właściwego instytucji przysięgi. Praktyczny wypadek wskazuje, że mający złą wymowę, jakający się nie mógł sprawnie złożyć przysięgi. W roku 1498 w sądzie grodzkim przemyskim „Nobilis Hedvigis Vyeczska actrix in termino attentavit iuramentum prestari, ...ministerialis ... recognovit quia iuramentum prestitit, sed verbis bene non expressit alias *zayakala-szye*“. Sąd, nie wiedząc jak to rozstrzygnąć, „distulit hanc causam ad dom. Castlm et Judicem terr. et alios dominos iuris peritos“, w konsekwencji „Nobilis Jacobus Cupiathiczky condemnavit nobil. Hedvigim ... *ob malam iuramenti prestitutionem*“.²⁾

Z natury religijnej przysięgi zrozumiałą jest doniosłość roli wyznania osoby przysięgającej. Wyznawcy religii przez prawo nieuznanych i ściganych, lego publica proscripsi, wyłączeni byli od możliwości składania przysięgi sądowej³⁾. Wyznawcy religii przez państwo uznanych wówczas tylko byli zdolni do złożenia przysięgi, jeśli odpowiadali

1) Raf. 173, w Ul. 8230 pośród przysięgających wymieniony jest „Miczko de Oludza in dextra manu digito carens“—sądzić należy, że ta zapiska jest wynikiem ugody stron odstępstwa od ścisłego formalizmu przez co dopuszczano do położenia na nodze „krzyża przy przysiędze innego palca, niż to zwyczajnie należało, por. Dąbkowski, Pr. pryw. II, 353; por. art. XLIX zw. zup. Stat. Wiśł. w Hel I. W oparciu o Lek. I, 1543 sądzić należy, że pozbawieni wzroku, niewidomi, nie byli wyłączeni od przysięgi—w sprawie „domini episcopi contra Petrassium de Czapuri“ pośród zaprodukowanych świadków występuje Benak cecus.

2) A. G. Z. XVII, 2982, 2994 i 2997, zdanie przeciwne, oparte II tylko na domysle, wypowiedział Dutkiewicz w swych „Uwagach“, str. 21.

3) Cf. Edykt Wieluński Władysława Jagiełły „contra haereticos et fautores eorum“ z r. 1424, V. L. I, 85.

wymogom, przez te wyznania stawianym. Prawo państwowe recypowało w danym razie normy wyznaniowe. Najbardziej jasno sprecyzowało je ustawodawstwo względem katolików, na co niewątpliwie wywarł wpływ ścisły związek, zachodzący między kościołem rzymsko-katolickim a państwem polskim. Ten tylko był uważany za katolika kogo kościół za takiego uznawał.¹⁾ Elementarnym wymogiem była znajomość zasad wiary, „aby kto chce w jakim świadectwie być, Przykazania Boże umiał”.²⁾ Pozbawieni byli zdolności przysiężnej nie prowadzący religijnego życia—*non viventes secundum ritus Ecclesiae*. Ci nie dawali żadnej rękojmi, że przy zaprzysiężeniu słów swoich prawdę zeznają. Z tego tytułu podlegali ograniczeniu katolicy, którzy nie uczęszczali do spowiedzi i nie przystępowali do sakramentów.³⁾ Do nich zaliczyć należy wreszcie obłożonych klątwą kościelną.⁴⁾ Wykluczeni ze społeczności katolickiej, nie mogli tem samem spełniać aktów religijnych, nie mogli też ważnie przysięgać aż do zdjęcia klątwy. W epoce przed statutem wiślickim ekskomunikowani byli wogóle wyłączeni od składania zeznań sądowych. Statut wiślicki złagodził tą dolegliwość, jakkolwiek i później jeszcze przejawia się duch ograniczeń względem wyklętych.⁵⁾ Jeśli bowiem stawiający świadka wyklętego nie miał

1) Dąbkowski, Pr. pryw. I, 146.

2) Art. 24 „Porządku” Skrodzkiego. Jakkolwiek przepis „Porządku” pochodzi z początku XVII w., to z zupełną wiarogodnością można go odnieść do epoki średniewiecza; chociaż w żadnym praw zbiorze *expressis verbis* nie wysłowiony, tkwił w praktyce życia, jako ściśle związany z charakterem religijnym tego aktu.

3) Art. 15 Statutu Anny ks. Czerskiej wymagał od świadków, żeby byli „*viventes secundum ritus Ecclesiae, alias procurati sacramenti Ecclesiae*” (u Mac. VI, 179) cf. Dąbkowskiego Pr. pryw. I, 146.

4) Ius pol. 376; Schoennet, op. cit. 344.

Hube, Sądy, 380; Łęcz. I, 6112.

5) Król Kazimierz Wielki, zatwierdzając wszelkie prawa, przywileje, wolności i darowizny kościołowi gnieźnieńskiemu wy-

innego, wtedy mógł z zachowaniem wszelkiego uszanowania prosić tego, kto wykłął, aby przedstawnemu dał dyspensę.¹⁾ A gdyby takowej nie uzyskano, to przysięgi składać nie było wolno, mogło być wszakże przez sędziego poczytane zeznanie takiej osoby za ważne sine iuramento.²⁾

Poza wpływem na zdolność przysiężną wyznanie stanowiło o sposobie składania przysięgi.

Forma, jako wpływ treści, odpowiednią była religji, którą przysięgający wyznawał.³⁾

Poza kwalifikacjami o charakterze religijnym wymagało prawo polskie od przysięgającego kwalifikacyj moralnych. Wymagano więc przede wszystkim pełnej wiarogodności zaprzysięgającego.⁴⁾ Tylko fidedigni, bonae famae, in honore suo non suspecti, homines probi dopuszczani byli do składania przysięgi.⁵⁾

rażnie zleca: Item decernimus quod excommunicati, per iudicem a iudicio repellantur, et ad testificandum, dummodo id in fraudem non fiat, nullatenus admittantur, Kod. Wp. II, 1354. Znamieną uwagę opatruje przepis statutu wiślickiego najwybitniejszy prawnik XVII wieku — Teodor Zawacki: Haec lex non est in usu (Memoriale processus iudiciali, Cracoviae, 1623, p. 226).

1) Podobną zasadę w odniesieniu do zastępców procesowych wysławiają „Cautelae” w art. II, Arch. Kom. Prawn. IX, 213.

2) Art. XXXVI zw. zup. Helela; por. Hubego Ustawodawstwo, 168. Владимирскій, 658; Mac. III § 219; zap. 1350 w Inscript. clen. przejawia w praktyce zastosowaną normę Statutu Wiślickiego.

3) Szerzej o tem na właściwym miejscu.

4) W pojęciu szerszem bona fama obejmowała opinię o prawdomówności przysięgającego w ogólności, w pojęciu ściślejszem odnosiła się do konkretnie rozpatrywanego wypadku, Hel. II, 2831; Hube, Ustawodawstwo, 168.

5) Inscript. clen. 907, 1378, 1623.

Nawet podejrzany o czyn hańbiący nie przysięgał, czego mamy dowód w sprawach o kradzież, fałszerstwo dokumentów i t. p. Strona, która zwykle przysięgała ze świadkami, podejrzana o czyn, nie przysięgała. — Ius. pol. 395, 419; por. art. 28, 33, 73, 75, 104 zwodu zup. Statutu Wiślickiego w pracy D-ra Alojzego Winlarza „Prejudykaty w Statutach Kazimierza Wielkiego”, Kw. hist. IX, 201—203; Hel. II, 4351 wskazuje, iż nie był uważany za pocziwego człowieka, nie zrodzony de legitimo toro.

Wpływem troski o czystość przysięgi był przepis mazowiecki, pozwalający składać tylko trzykrotnie w ciągu roku przysięgę dowodową.¹⁾ Przeto taka osoba, która w ciągu roku już trzykrotnie składała przysięgę, była czasowo, do końca bieżącego roku, pozbawiona facultatis iurandi.²⁾

Stanowisko prawne osoby wywierało nie mniej doniosły wpływ.

W przeciwieństwie do ludzi wolnych niewolni nie posiadali zdolności prawnej. Nie mieli również prawa przysięgać.³⁾

Średniowiecze zasadniczo nie zna ograniczeń stanowych facultatis iurandi.⁴⁾ Ówczesne nasze prawo dopuszczało wszystkich, kto posiadał odpowiednie, powyżej wyłuszczone, kwalifikacje, do aktu dopełnienia przysięgi. Ale dostrzegamy zjawisko odwrotne — podmiotowego zwolnienia. Konkretny wypadek stwierdza, że władca, panujący, zwolniony był od obowiązku przeprowadzenia dowodu z przysięgi.⁵⁾ To samo dostrzegamy względem osób, piastujących wysokie godności prawno-społeczne.⁶⁾ A laudum ruskie z końca XV wieku zwalnia szlachtę osiadłą od przysięgi w sprawie o zbiegłych poddanych,

¹⁾ Ius pol. 374, De testibus inducendis, nieściśle wzmiankuje o tem Mac. V, § 368.

²⁾ Staromoskiewskie prawo wykazywało jeszcze większą w tym względzie surowość: nikt więcej jak trzy razy w życiu nie miał przysięgać według przepisów tego prawa—Mac. V, § 368.

³⁾ Kadlec, O sądownictwie, 140; tenże, Prисяzni, 6; Brunner, 401 sq, w odniesieniu do prawa polsk'ego teza zyskuje potwierdzenie w dowodzie negatywnym, że niema wzmianek, iżby niewolni przysięgali.

⁴⁾ Lek. I, 80. Inscr. clenod. 884; Lecz. II, 5079; A. G. Z. XI, 2061; XII, 285; Maz. I, 2559; III, 1544. Ul. 6626, 8956, 9384, 8277, 6180. Odchylenia od powyższej zasady dotyczą faktów zaprzysięganych, — tak więc nieszlachcic nie był godnym zaprzysięć szlachectwa osoby naganicnej—Inscrip. clen. 669; Hel. II, 3443.

⁵⁾ A. G. Z. XIII, 12.

⁶⁾ Hube, Pisma II, 536; Kod. Krak. I, nr. 30.

co zresztą uprzednio w praktyce sądy stosowały.¹⁾ Był to wynik bezpośredni większej wiarogodności tych osób w świadectwie.²⁾

Zastępstwo w składaniu przysięgi — iuramentum vicariis manibus w terminologii kościelnej³⁾ — polegało na wykonaniu przysięgi w imieniu i na rzecz osoby zastąpionej.

Zastępstwa w przysiędze nie domniemywało się, musiało ono być wyraźne i szczególne do danej sprawy.⁴⁾

Zastępstwo w przysiędze mogło zasadniczo tylko wówczas mieć miejsce, jeśli zastępowany posiadał sam facultatem iurandi. Nie zachodziło przeto w przysiędze względem t. zw. osób sztucznych.⁵⁾ A jakkolwiek zastępcy tych osób, ustawowi czy mianowani, składali przysięgi sądowe z racji swych stanowisk zastępców procesowych tych instytucji, to jednak nie zachodziło wówczas zastępstwo w przysiędze, taka przysięga była ich własną, osobistą.⁶⁾

Przysięga przez zastępcę mogła zachodzić tylko wzglę-

1) A. G. Z. XIV, 2614; XIX, 1440.

2) Cf. Inscríp. clen. str. 385, przyp. 1.

3) cf. du Cange s. v. „iuramentum“.

4) por. Rafacz, Zastępcy, 27, oraz Dąbkowski, Pr. pryw. II, 548; art. 148 Zводу Goryńskiego — lus pol. 399.

5) Wyraźnie wyłącza pojęcie zastępstwa przysiężnego wyrok sądu ziemskiego sandomierskiego z roku 1427: . . . venerabilis ac religiosus vir, dominus Nicolaus abbas Calvi Montis . . . actoriam acquisivit per iuramentum suum proprium (Kod. Mp. IV, nr. 1243).

Ciekawą kwestję w tym względzie przedstawia przysięga gromady wiejskiej (por. Dr. Józef Rafacz, Ustrój wsi samorządnej małopolskiej w XVIII wieku, Lwów, 1922, str. 189 sq.), twierdzić jednak można stanowczo, że nie zachodziło tu zastępstwo, — termin gromada ogranicza się w danym razie do określenia ogólnego zespołu osób fizycznych z wyłączeniem pojęcia gromady jako podmiotu prawnego, cf. A. G. Z. XI, 3318 i 3320, 3276; Łaguna, 103-104.

6) Bob. 80; Kod. Mp. IV nr. 1243 str. 234, cf. Acta capit. I, nr. 934.

dem osób przyrodzonych i to, jak już nadmieniono, zdolnych do składania przysięgi.¹⁾

Ale i względem tych osób wyjątkowo dopuszczało prawo polskie zastępstwo w przysiędze.²⁾

Był to wyjątek od reguły. Zasadniczo bowiem prawo polskie poczytywało złożenie przysięgi za osobisty obowiązek.³⁾ Regułą stanowiła — jak powiadają pomniki — przysięga cielesna, iuramentum corporale, czyli osobiste jej dopełnienie.⁴⁾ A chociaż nawet w całości swej proces był powierzony zastępcy, to jednak sama strona,

¹⁾ A więc opiekun w zastępstwie procesowem pupila składał własną przysięgę — A. G. Z. XVII, 3401.

²⁾ Frapującym napozór w kwestji zastępstwa przysiężnego jest zaprzysiężenie świadectwa wielokrotnej mocy dowodowej, na co już zwrócił uwagę Tomal (l. c. 195), nie usiłując rozwiązać kwestji. W istocie swej wszakże miało miejsce wówczas zwiększenie mocy dowodowej zeznania, ale w żadnym razie zastępstwo. Lek. II, 852: Stanislaus ibidem solus debet iurare sicut sex.; Lek. I, 2886, Piek. 1012: Paszco solus iurabit super tredecim personas.

Dla ścisłości stwierdzić wreszcie należy, że również niema mowy o zastępstwie w razie zwolnienia kogokolwiek z przysięgających od złożenia przysięgi.

³⁾ Brzeziński, 35; cf. art. 149 Zwodu Goryńskiego w łus pol. 399. W prawie ruskim dozwolone było t. zw. zastępstwo naturalne: tak więc pozwalano człowiekowi, który swojego pana sprawy bronił, złożyć zań przysięgę. Prawo ruskie wychodziło z tej zasady, że gdy człowiek ten jest własnością pana, przeto cokolwiek z polecenia jego zrobi, uznać za zdziałane prawnie powinien tenże, Władimirskij, op. cit. 658; Mac. V, §§ 191, 368.

⁴⁾ Termin „przysięga cielesna“ stanowił literalne przełożenie łacińskiego iuramentum corporale; przeszło do słownictwa sądowego polskiego z prawa kanonicznego — por. Dutkiewicza Program, str. 29; Acta capit. I, II, III — passim, Kod. Krak. I nr. 330; Kod. Mp. I nr. 199. Ta terminologia przenikła również i do słownictwa prawniczego ruskiego: Линниченко И. Я. Черты изъ истории сословій въ югозападной (Галицкой) Руси, Москва, 1894, стр. 24; cf. Archiwum Sanguszków, T. IV, str. 109, Lwów, 1890: они повелили: готови есмо того довести присягами нашими телесными ведле обычая правъ земскихъ.

a nie jej zastępcą za nią winien składać przysięgę — tę regułę spotykamy i w innych prawach słowiańskich. ¹⁾

Znane były wszakże naszemu prawu, w mniejszej mierze średniowiecznemu, w szerszym zakresie nowożytnemu, wyjątki od pomienionej reguły, które jednak wyłącznie odnoszą się do stron procesowych. ²⁾

Przysięga przez zastępcę zyskała zastosowanie przede wszystkim pośród duchowieństwa. ³⁾

Wolno było biskupowi, który uzyskał aktorat w procesie granicznym, delegować na miejsce dwóch kanoników, którzy w jego imieniu przysięgali. ⁴⁾ Zarazem posiadali biskupi prawo zastąpienia się w zaprzysiężeniu poczynionych im szkód przez szlachtę w pospolitem ruszeniu. ⁵⁾

Znany jest przywilej króla Zygmunta z r. 1540, wydany opatom księstwa mazowieckiego, aby podług

¹⁾ Vsehrd II, 6, 6; Hel. II, 3147; Maz. I, 1904; II, 443. A. G. Z. XI, 753; XV, 188; XIX, 2916; por. Rafacz, Zastępcy, str. 11 in fine oraz 12 przyp. 1.

Dla ścisłości wymienić należy zap. Łęcz. I, 5963 i stwierdzić, że w treści jej niema mowy o zastępstwie przysiężnem: . . . dominus S, pincerna iurare tenetur et pro filiastris: si qui absentes fuerint, fideiubere tenebitur, qui vero presentes fuerint, non tenetur pro ipso fideiubere; również Ul. 9104, gdzie zaszła zmiana powoda, a wskutek tego i zmiana osoby przysięgającej.

²⁾ V. L. V, 722-723; Dąbkowski, Pr. pryw. I, 171.

³⁾ Janidlovius, op. cit. 96; Czacki, O lit. i pol. pr. II, 252; Acta capitulorum Nr. 165 i 166 w T. VI Archiwum Komisji Historycznej, Kraków, 1891.

⁴⁾ Łaguna, Pisma, str. 104.

⁵⁾ V. L. I, 113: Quae damna et iniuriae per illius solius iuramentum, cui illata sunt, quicumque ille sit coram Nobis probari debent, exceptis Pontificis, qui cum saepius et diversis et remotis partibus causas agere habent per Procuratores ipsorum discretos et idoneos spirituales vel nobiles saeculares, Nobis istud praestent.

dawnego zwyczaju przez plenipotentów przysięgali. ¹⁾

Zakres nielicznych wyjątków od reguły powiększa znana ustawodawstwu mazowieckiemu możność zastępstwa w złożeniu przysięgi w sprawach do wysokości 10-ciu grzywien. ²⁾

¹⁾ Czacki, O lit. i pol. pr. II, 252.

²⁾ Ius pol. 399, De iuramento actoris et procuratoris: Procurator habens ab aliqua parte mandatum sufficiens, ad praestandum iuramentum in iudicio quocunque, potest iurare pro suo principali in animam eius, ad summam decem sexagenarum, vel minorem duntaxat, ad maiorem vero summam solus actor, seu principalis eius, debet praestare iuramentum.

III. OSOBY, BIORĄCE UDZIAŁ W AKCIE.

Charakter dowodowo-procesowy omawianego instytutu przysięgi wymagał udziału odpowiedniego grona osób przy dopełnieniu aktu.

Przedewszystkiem obligatoryjną była obecność strony prowadzącej dowód.¹⁾ Wynikało to z przeważnej konieczności składania przezeń samą przysięgi, a ponadto wpływał jeszcze charakter stosunku zaprzysięganych świadków do strony dowodzącej — prowadzący dowód „przyprowadzał” ich do złożenia przysięgi.²⁾

Nieliczne są wyjątki, że strona mogła się wyręczyć zastępcą procesowym. Równie obligatoryjną przedmiotowo była obecność współzaprzysięgających dowód.³⁾ Jest to zrozumiałem w uwzględnieniu konieczności osobistego dopełnienia aktu z zupełnem wyłączeniem możności ustanowienia zastępstwa.

Aktowi przysięgi asystował przeciwnik procesowy strony dowodzącej.⁴⁾ W tym celu winien być dokładnie powiadomiony o czasie i miejscu mającego się odbyć aktu, czego dokonywano odrazu na rozprawie sądowej,

1) Niekiedy nawet specjalnie umacniano ten obowiązek: A. G. Z. XI, 2670, 2681; XIII, 3569; XIX, 851.

2) Lek. I, 2342; II, 1225; Inscript. clenod. 448.

A. G. Z. XI, 3406, 3742; XII, 1808; XV, 372; podobnie w prawie zachodnioeuropejskiem strona „przyprowadzała” współzaprzysięgających, co zwano leitjan, lédjan, lèda — Brunner, l. c. p. 432.

3) Łęcz. I, 3098, 5724.

4) Maz. I, 1449, 1904; 1968; Lek. II, 2342; Ul. 479; Kod. Mp. IV nr. 1382, A. G. Z. XIII, 2260; XIV, 749; XVI, 2222.

badź też uwiadamyano go przez pozew ad audiendum, badź ad aspiciendum iuramentum.¹⁾

Omawiana strona procesowa posiadała pełne prawo ustanowienia zastępstwa w udziale w sprawowanym akcie.

To zastępstwo zawierało się badź w prokuracji ogólnej do sprawy, badź w szczególnej do tej czynności procesowej.²⁾ Obecność tej osoby miała charakter uprawnienia.³⁾ Uprawnienie to wypływało z zasady bezwzględnej jawności procesu dla stron.⁴⁾ Dostrzegamy jednak, iż niekiedy umownie zobowiązywano stronę do udziału w akcie.⁵⁾ Ewentualna nieobecność nie wpływała na możność przeprowadzenia dowodu.⁶⁾ Zauważamy wszakże, szczególnie na ziemiach czerwonoruskich, że na skutek nieobecności przeciwnika sąd przysądzał sprawę na rzecz strony, mającej zaprzysiąc, bez przeprowadzenia tego dowodu.⁷⁾

¹⁾ Maz. II, 2549; Inscript. clen. 1114, 1118; Lek. II, 2308; A. G. Z. XI, 2382; XIII, 5354, 5480, 6169, 6484, 6979; XIV, 1790, 2457, 3342; XVII, 452, 505 passim; XIX, 1411, 1361; Kod. Mp. IV nr. 1257; Mat. 160; Kal. 455; Łęcz. II, 5378; Hel. II, 4438.

Zapiski sądowe pełne są wzmianek, że woźny sądowy wzywał stronę przeciwną jeszcze na miejscu dopełnienia aktu do udziału: Koz. I, 25; Inscript. clen. 1128; Hel. II, 3833; A. G. Z. XI, 810; XII, 1867; XIV, 2040.

²⁾ Łęcz. I, 1681, 4807, 5715; II, 1884, 3213; Hel. II, 2069, 552; Ul. 7498, 9480, 10689; Koz. I, 31, 51a; Lek. I, 1069, 1826, 2849, 3066; Inscript. clen. 1166; Kal. 507; A. G. Z. XII, 4271; XIII, 954; XVIII, 2111; XVII, 1449; XIX, 2916; Rafacz, Zastępcy, 28.

³⁾ Podobnie ujmuje kwestję dotychczasowa nauka: Hube (Pisma II, 70) wypowiada pogląd, że „przy wykonywaniu przysięgi świadków bez wątpienia mogła być przytomną strona, naprzeciw której stawali“. Prof. Rafacz (Raf. 167 i 162) twierdzi, że „obecność przeciwnika jest tylko wskazana“.

⁴⁾ Piek. 1045; A. G. Z. XVIII, 2486; XIX, 851.

⁵⁾ A. G. Z. XI, 2881; XII, 4207; XIV, 291.

⁶⁾ Lek. II, 243; A. G. Z. XI, 1932; XII, 2632; XIII, 5461, 5527; Łęcz. I, 982.

⁷⁾ A. G. Z. XIV, 1495: Dorothea de Leopoli actrix accusabat

Sądowo-dowodowy charakter składanej przysięgi wymagał udziału sądu w tej czynności procesowej.

Bezpośredni udział sądu przejawiał się wyjątkowo w nielicznych podówczas wypadkach składania przysięgi wobec wyrokującego sądu.¹⁾

W epoce badanej panowała reguła pośredniego udziału sądu przez osobę delegowaną.²⁾ Zwyczajnie tym delegatem był woźny sądowy, bądź, jeśli woźny mógł się dać zastąpić, mianowany przezeń zastępca.³⁾ Sąd miał prawo mianować inne osoby.⁴⁾

W przysiędze żydowskiej udział szkolnika mógł mieć taki charakter urzędowy.⁵⁾

Na Mazowszu występował niekiedy w charakterze osoby urzędowej pisarz sądowy.⁶⁾

coutumaciam . . . nobilis Jacobi Clus de Solowa rei in termino concitatorio ad satisfaciendum et iuramentum aspiciendum pro duabus maxillis sibi Dorothee per Clus illatis. Non comparuit (Clus), ideo Iudex adiudicavit sibi (Dorotheae) damnum sine iuramento.

1) A. G. Z. XI, 146, 583; XVIII, 494; Hel. II, 2454, zwrócić należy uwagę na ostrożność w rozumieniu zwrotu „coram nobis“, cf. Kod. Mp. I, nr. 216.

2) W sądach polubownych tę funkcję urzędową sprawowała osoba przez tenże sąd delegowana — mógł jej dopełnić członek sądu — A. G. Z. XI, 3494, 3497.

A. G. Z. XI, 3276; XII, 1786; XIX, 1335; Plek. 1257; Koz. I, 52, 58; Hube, Pisma, II, 70.

3) Lek. I, 198, 3001; Maz. II, 973; Ul. 615; A. G. Z. XIII, 2097 *passim*; Hel. II, 278; Koz. I, 31.

W Czechach funkcję tę sprawował pisarz sądowy, Brandl, Staročeské, 708.

4) A. G. Z. XI, 3276, 3497; XVII, 2745; Lek. II, 2618; Kod. Mp. I, nr. 288; cf. A. G. Z. XIII, 2688; Bob. 80; Hel. II, 807, 2944; Inscript. clen. 1573 sq.

5) A. G. Z. XV, 2270, 2271, 2324; Bal. 100; por. Hel. II, 1922.

6) Maz. II, 443; III, 1586.

W Wielkopolsce, w sprawach nagany szlachectwa i im podobnych, brał niekiedy udział w charakterze delegata sądu podkomorzy, praktycznie jednak występował zastępca podkomorzego.¹⁾ Mógł tę czynność spełnić również inny urzędnik sądowy, a nawet zwykły szlachcic, urzędu nie piastujący.²⁾

Dyspozytywny charakter prawa polskiego dopuszczał do urzędowego udziału w składaniu przysięgi osobę, wyznaczoną za obopólną zgodą procesujących się stron.³⁾

Bezwarunkowo koniecznym był udział conajmniej jednej takiej osoby, mogło jednak być ich więcej.⁴⁾

Wszakże w wypadku zamianowania kilku takich osób, udział ich wszystkich był obligatoryjny.

Udział osoby urzędowej był obligatoryjny przedmiotowo, jej obecność była istotnym warunkiem możliwości dopełnienia aktu.⁵⁾

Osoba urzędowa sprawowała w akcie składania przysięgi funkcję t. zw. prawidlnika.⁶⁾ Funkcja prawidlnika polegała na wysłowieniu przysięgającemu roty, pouczeniu go o zachowaniu właściwych form przy dopełnieniu aktu oraz, co było najważniejszym, na baczeniu, aby we wszystkim uczyniono zadość ścisłej formalistyce procesowej.⁷⁾

¹⁾ Koz. 1., 1, 4a, 25, 45 passim; II, 5, 6; Piek. 67, 1045; Łaguna, Pisma, str. 353, zap. 32; Mat. 43, 72, 170, 184 passim.

Pisarze zapisek, dotyczących uczestnictwa zastępców podkomorzych w składaniu przysięgi, nie byli ścisłymi, jak to zresztą często im się wogóle zdarzało, w oznaczaniu piastowanych godności (cf. Mat. 192, 79 i 85, 163 i 165—por. Kutrzeba, Sądy, str. 12, (342)).

²⁾ Mat. 160; Łaguna, Pisma, str. 353, zap. 32.

³⁾ Piek. 1119; A. G. Z. XI, 702.

⁴⁾ Hel. II, 1922; Koz. 1, 28, 52, 53, 56.

A. G. Z. XV, 1274; XVII, 527, 4104; Mat. 17; Kal. 463; Łaguna, Pisma, str. 353, zap. 32.

⁵⁾ A. G. Z. XI, 2120, 2954.

⁶⁾ Raf. 172; Estreicher, 9; Kutrzeba, Pr. sąd., 87; Brandl, Staroceské, 708; Kod. Mp. I nr. 288; lus pol. 456 De casu in iuramentis; Maz. 1, 2024; Inscript. clen. 1573, 1574, 1618; A. G. Z. XIV, 847.

⁷⁾ Raf. 172; Semkowicz, Nagana, 23; Ul. 479; Łęcz. II, 3378;

Zauważamy też niekiedy rozszczepienie tej funkcji i przydzielenia jej do spełnienia więcej niż jednej osobie.¹⁾

Poza uprzednio wymienioną grupą osób, spotykamy w gronie kompletu przysiężnego osoby, których obecność miała charakter urzędowy, wszakże była najzupełniej fakultatywną. W tej roli występują zastępcy stron, gdy strony same są przytomne aktowi, osoby duchowne, pan kmiecia, urząd podkomorski.²⁾

Ostatnią wreszcie grupę stanowią osoby postronne.³⁾ Ich asystencja stwarzała cechę jawności, publiczności aktu. Udział ich był bierny, byli wyłącznie spektatorami. Mogła jednak ta ich bierna rola przemienić się w czynną, wówczas mianowicie, gdy ewentualnie byliby przywołani do świadectwa o dopełnionym akcie.⁴⁾

A. G. Z. XIII, 5611; XV, 372; XVII, 4110; Kal. 463. W ogólności należy stwierdzić, że pojęcie funkcji prawidlnika w dawnym prawie polskim obejmuje szerszy zakres działalności — por. Maz. I, 954; II, 973; III, 1246; por. także Estreicher, 9.

¹⁾ A. G. Z. XVI, 2222: *Index Radwan iuramentum retulit alias rozkazal et dedit ei hominem prelocutorem alias przywoczca et auditorem Ministerialem Hlyecz de I.*

A. G. Z. XIX, 1332.

²⁾ Maz. I, 1904.

A. G. Z. XVIII, 2486; XIX, 2946, p. XIII; Hel. II, 4435; Rundstein, I. c. p. 39; Rafacz, Ustrój wsi, str. 6.

³⁾ Kod. Mp. IV nr. 1382; A. G. Z. XVII, 4104; Inscr. clen. 320, 425, 1573; Mat. 17; Hel. II, 4435, 1272; Ius pol. 383 *De renovatione granicierum*, art. XXIX Stat. Warsz. z roku 1406 w Pam. Warsz. XXI, str. 165.

⁴⁾ A. G. Z. XVII, 2982.

IV. R O T A.

Na oznaczenie treści przysięgi, jej formuły słownej, używało prawo polskie zachowanego po dzisiaj terminu *rota*.¹⁾

Obok tej powszechnie stosowanej nazwy występuje „*iuramentum*“ w znaczeniu swej treści słownej.²⁾

Według dochowanych wzorów treść *roty* była nader lakoniczna. Zasadniczo zawsze zawierała inwokację, stwierdzenie charakteru dowodowego zeznania oraz fakt zaprzysięgany.³⁾ Poza temi esencjaljami zawierały się niekiedy: imię osoby świadczącej i zakłęcie.⁴⁾

Inwokacja stanowiła wezwanie o błogosławieństwo dla sprawowanego aktu.⁵⁾ Odpowiadało to duchowi

1) A. G. Z. XIV, 1711, 1920; Maz. II, 39; źródła *passim*. Tym terminem obejmowano szeroki zakres pojęć, zarówno w języku polskim, jak i w obcych językach, por. słowniki: Lindego V, 69, Du Cange'a V, 804, Brandla 300, Miklosicha, p. w. *rota*; „*Rota*“ występuje niekiedy w źródłach w znaczeniu instytucji przysięgi — por. Brzes. 1419. To polskie pojęcie *roty* wywarło wpływ na terminologję rosyjską — cf. Władimirskij, op. cit. p. 643;

Cf. Kadlec, Sądownictwo, 146, contra Namysłowski W. Zarys postępku sądowego w średniowiecznej Serbji, Warszawa, 1925, str. 20, cf. Dalloz, l. c. p., 3.

2) Maz. I, 1889: *Rota Ade seu iuramentum contra Dominicum de Stblszewo: Jacom etc.*; A. G. Z. XIII, 478; Lek. I, 2607, 2616.

3) Hube, Pisma, II, 119.

4) Rzecz niezmiernie ciekawa z punktu widzenia prawniczego, że do wyjątków należą *roty* średniowieczne, zawierające imiona (ew. nazwiska) przysięgającego, — por. art. 310 Korektury Praw z 1532 roku; A. G. Z. XVII, 1651.

5) Brzeziński, 26; Danz (op. cit. p. 20) łączy zakłęcie z inwokacją w jeden termin *precatio*.

ówczesnych poglądów. Niezmierna różnorodność panowała w treści inwokacji. Składało się na nią bądź wezwanie samego Boga, bądź Boga i Świętego Krzyża, imienia Marji, Matki Bożej, wszystkich świętych, bądź poszczególnych świętych, Męki Pańskiej i t. p. W przysiędze na Ewangelię wzywano Boga i Świętej Jego Ewangelji.¹⁾ Dla nadania cech większej uroczystości i powagi wymieniano szereg tych imion łącznie.²⁾

Greccy katolicy wzywali świętego Mikołaja i świętego Dymitra, Zbawiciela, Bogarodzicy, a także symbolicznie t. zw. święte wiedzenie.³⁾

Żydzi powoływali Boga „et decem precepta Dei, quae Deus in monte Sinai dedit et lex Moysi“.⁴⁾

Z reguły inwokacja stanowiła początek całej roty, jakkolwiek wyjątkowo umieszczano ją in fine, również wyjątkowo dostrzega się dwukrotne jej umieszczenie: na początku i na końcu roty.⁵⁾

Po inwokacji następowało określenie charakteru dowodowego zeznania, strona sama przysięgając wystawiała: jako z dodaniem faktu. Świadkowie zaś: jako wiemy, bądź jako świadczymy, jakośmy przytem byli i t. d., zależnie jakimi świadkami byli.⁶⁾

¹⁾ Łęcz. I, 3979; Lek. I, 2400; Piek. 152; Potk. 40; A. G. Z. XIII, 2994; XIV, 2216; XIX, 2704; Kod. Mp. III, nr. 612, IV nr. 1382; Kal. 27, 83; Acta capit. III, 75; Brzeziński, 33; Post. II, 481.

²⁾ A. G. Z. XIII, 4481: Ita me Deus adiuvet, beatissima Virgo et omnes Sancti et Sancta Crux.

³⁾ A. G. Z. XI, 344, 754, 1043, 1174, 1553, 1562, 1979; XIII, 5034; XIV, 1115, 3132; XV, 1262; XIX, 3117.

⁴⁾ Hel. II, 1935; A. G. Z. XVII, 2859. Rota przepisana Żydom zarówno w przywileju z roku 1264, jako też z czasów króla Aleksandra (V. L. I, 337), bardziej przekleństwa niżeli inwokację wystawiająca, zawierała tylko wezwanie Boga „qui coelum et terram fecit, aerem et rorem, montes cum vallibus, flores et gramina“ Ius. pol. 20; cf. c. 312 Korektury Praw; por. Czacki, O lit. i pol. pr. I, 105 w przypisku.

⁵⁾ War. 114—116; A. G. Z. XI, 408; Hel. II, 1699.

⁶⁾ Mac. VI, 12, 13, 14; War. 58; Brzes. 270, 592; Łęcz. I, 2799; Lek. I, 1048, 2576; Piek. 39, 145, 1218, 1447; Schoennet, 452; por. Raf. 160 sq.

Element najistotniejszy z punktu widzenia dowodowo-procesowego stanowił fakt zaprzysięgany. Jak wogóle całą rotę, formułowano go nader zwięźle.¹⁾

Mogła również zawierać w sobie rota wysłowione zaklęcie, co zawsze miało miejsce u pogańskich Słowian.²⁾ U Żydów przyjąć to należy za regułę.³⁾ Spotyka się również w przysięgach greckich katolików.⁴⁾ Zupełnie wyjątkowo u rzymskich katolików.⁵⁾

Język rot średniowiecznych, dochowanych w księgach sądowych, nie był jednolity. Przeważnie układano je w języku polskim.⁶⁾ Zachowały się także ułożone po łacinie.⁷⁾ Spotykamy rotę dwujęzykową—łacińsko-polskie: inwokację wysławiano po łacinie, resztę rotę po polsku.⁸⁾ Sądzić należy, że w ziemiach czerwonoruskich ludność autochtoniczna składała przysięgę w swym języku ruskim.⁹⁾

1) W Czechach, w epoce wcześniejszego średniowiecza, ta część roty była bardzo długa, co zmienił król Karol koło roku 1368 — Brandl, Staroceské, 705.

2) Surowiecki, 161.

3) Treść przysięgi żydowskiej ma u nas obce pochodzenie i, jak pomniki wskazują, według wzoru „quod scriptum est in lege imperatorum“ (art. 2 kompilacji, zawartej w rp. petersburskim — Bal. 301). Czacki (O lit. i pol. pr. I, 105) stwierdza, że „rotę podobnej przysięgi widzimy w prawach węgierskich i podobno z Węgier wzięliśmy formę“, cf. Brunner I, 276; art. 312 Korekt. Praw.

W praktyce widzimy (Hel. II, 1935; A. G. Z. XVII, 2859), że nie przestrzegano ściśle zawarcia tej części w rocie.

4) A. G. Z. XI, 1201, 1562; XIII, 1115, 5034; XV, 1262; XIX, 3117; por. Balzera recenzję A. G. Z. XIII w Kwart. histor. III, 515.

5) Mat. 109: qui super animam suam et honorem receperunt; Piek. 145, 330, 689.

6) por. np. Maz. III, Kal., War. — passim; Hel. II, 3298; Lek. I, 843; Koz. I, 9; por. Balzera, Grodzkie czy ziemskie? Kwart. histor. III, 582.

7) Acta exped. — passim; Hel. II, 3409; Mat. 17; Koz. I, 28.

8) Koz. I, 49, 49a; Brzes. 2624; Lek. I, 874; Hel. II, 1186, 2969.

9) Lisiewicz Zygmunt, Język urzędowy na Rusi Czerwonej między r. 1340—1506, Przewodnik naukowy i literacki, rocznik XIV, Lwów, 1886, str. 249.

Równolegle zwyczajnie w tej chwili, gdy sąd nazna-
czył dowód, dawano rotę, na którą miano przysięgać,
sąd oznajmiał wówczas jej treść.¹⁾ W epoce, gdy już
istniały księgi sądowe, wpisywano w nie treść naznaczo-
nej przysięgi; wciągano ją do księgi bądź *de verbo ad*
verbum, bądź *in extenso*, zależnie od pisarza, dokonującego
inskrypcji.²⁾ Zaistniała też wówczas praktyka, iż wyda-
wano wypis tej roty.³⁾

Wpis stanowił wzór, co należało zaprzysiąc, oraz do-
wód, stwierdzający czego sąd żądał, by zaprzysiężono.⁴⁾
Niezgodne z ustaloną treścią wpisy stawały się przy-
czyną zaciekłych sporów.⁵⁾ Treść roty układał bądź sąd
wyrokujący, bądź strony spór wiodące, co dawało niekie-
dy powód do upornych rozpraw między stronami.⁶⁾
Wszakże ostateczną sankcję treści roty nadawał sąd wy-
rokujący, który mógł tę swoją władzę delegować na stro-
nę prowadzącą dowód, pozostawiając jej woli definitywne

1) Hel. II, 4351; A. G. Z. XII, 1785; Raf. 165.

2) Lek. I, 1458; Kal. 137, 638: *iuraverunt . . . pro eo, prout rota . . . in libro superius est conscripta*; A. G. Z. XII, 1392; XIV, 1927, 3132; XVIII, 39; Acta exped. 61; Hel. II, 1026, 2981; Łęcz. I, 4; II, 3020; Piek. 1226; por. księgę pyzdorską (Lek. II, 1 — 992): za-
wiera stale inwokacje, natomiast księga gnieźnieńska—promiscue,
charakterystyczne są wpisy inwokacyj w postaci krzyża (Lek. II, 2732 — *passim*); Hube, Sądy, 2; Kutrzeba St., Historia źródeł daw-
nego prawa polskiego T. I, bez daty, Lwów — Warszawa — Kra-
ków — str. 130 sq.

3) Łęcz. II, 3274.

4) Lek. II, 1695: *Rotha, quomodo Petrus... iurare debet*; Lek. II, 1749, 2110; Brzes. 2521; A. G. Z. XII, 1392; XIV, 1927.

5) Lek. I, 997. W sądzie grodzkim łeczyckim, w roku 1396,
nieścisły wpis do księgi wywołał opozycję ze strony przysięgają-
cych: *nolumus istam rotam, aliter est exposita per dnos capita-
neum Lanciciensem et Syradiensem* (Łęcz. II, 5372), to samo
Mac. VI, 5.

6) A. G. Z. XI, 1467; XVII, 3816; Maz. III, 2183; Czer. 1600; Łęcz.
II, 36; Lek. I, 1826; Brzes. 3840; Acta exped. 97; Hube, Sądy, 381;
Schoennet, op. cit. p. 453.

ustalenie pomienionej treści.¹⁾ Miało to miejsce w wypadkach zaprzysięgania wartości pieniężnej powództwa, poniesionych szkód i strat, pewnych okoliczności w sprawie, ilości zadanych ran, szacunku przedmiotu, wysokości kary umownej, rękojmi.²⁾

Delegacja taka przeważnie ograniczała obdarowanego do kompetencji ustalenia treści in minus ustalonej uprzednio przez sąd wysokości, jakkolwiek, choć wyjątkowo, praktyka notuje również zezwolenie na zmianę ad maius.³⁾ Zezwolenie takie musiało być udzielone wyraźnie.⁴⁾

Strony mogły za obopólnem porozumieniem dokonać odpowiedniej zmiany, jakkolwiek sąd nie udzielił należnego zezwolenia.⁵⁾

Za regułę przyjąć należy niewzruszalność ustalonej treści roty.⁶⁾ Nasuwa się przeto kwestja do rozwiązania, jakie stanowisko zajmowało nasze prawo wobec jakiegokolwiek zmiany ustalonej do zaprzysiężenia treści roty. Rozpatrzmy zagadnienie z punktu widzenia podmiotu, — kto dokonał ewentualnych zmian?

W przypadku, gdy tej zmiany dokonał właściwy sąd, traktować tę zmianę należy jako uchylającą treść poprzednią z nią sprzeczną. Dawna traciła swą moc a nowa stawała się obowiązującą.⁷⁾

¹⁾ Lek. I, 187. Nicolaus Camensky iurabit... prout voluerit ad 10 vel ad 20 marcas; Lek. II, 2142; Maz. II, 2801; III, 2183; Hube, Ustawodawstwo, 217.

²⁾ Piek. 54, 260, 266, 296, 434, 1319; Maz. I, 1766, 2736, III, 435; Hel. II, 3065; Łęcz. II, 1824; A. G. Z. XI, 2065; XIII, 772; Hube, Sady, 381.

³⁾ Piek. 1012; Kal. 701; A. G. Z. XI, 541 i 546, 1467; Łęcz. II, 1824; Hel. II, 3053; Lek. I, 187, 2649.

⁴⁾ Piek. 1223.

⁵⁾ Lek. I, 2436 i 2437.

⁶⁾ Art. 3 Stat. Janusza Warszawskiego z 10.III.1410 — Bal. 255; A. G. Z. XI, 597.

⁷⁾ Ul. 10645; Lek. I, 997.

Jeżeli zmiany dokonali świadkowie lub odpowiedzialna za nich strona, to mógł sąd zaakceptować tę zmianę, zachodziła wówczas delegacja *ex post*, w braku takiego zatwierdzenia — prowadzący dowód podlegał skutkom niesprawności.¹⁾

Jaki skutek wywierała niezawiniona przez stronę zmiana roty, dokonana przez osobę urzędową, prawidłownika, sądzić możemy w oparciu o konkretny wypadek w roku 1494. W sądzie grodzkim sanockim zdarzyło się, że prawidłnik, mianowany przez sąd, zaprzysiął prowadzącego dowód na 120 grzywien, gdy powinien na 1020 grzywien. Strona przeciwna wniosła zarzut niesprawności przysięgi, co zresztą potwierdził woźny sądowy. Sąd jednak nie przyznał wygranej stronie przeciwnej, lecz nakazał złożenie powtórnej przysięgi.²⁾

Co do zmian przedmiotowych, czyli jakich zmian nie wolno było dokonywać, stwierdzić należy, że żadna, nawet najdrobniejsza, zmiana była niedozwolona.³⁾

¹⁾ Czer. 1175, 1181; Brzes. 3317, 3391.

²⁾ A. G. Z. XVI, 2222 i 2223.

³⁾ Maz. III, 1769: *Testis kmethonis Swanthoslai de Vola contra dominam Trampska deviacio, quia dixit: esz iei sluga, et debuit dicere esze iei sluga.*

V. W Y K O N A N I E.

Strony, stanąwszy przed sądem i wyłożywszy twierdzenia, przedstawiały dowody, na których takowe opierały. Jeden z najbardziej będących w użyciu dowodów stanowiła przysięga.¹⁾ Strony mogły same między sobą ustalić, która z nich przeprowadzi dowód, ofiarując go, bądź deferując, — dyspozytywność wysuwała się na pierwszy plan.²⁾ Jeżeli strony tego nie uczyniły lub zachodziła rozbieżność zdań, wówczas sąd przysądzał jednej ze stron przeprowadzenie dowodu, co w procesie granicznym zwano przysądzeniem aktoratu.³⁾ W praktyce regułą było, że sąd przysądzał dowód.⁴⁾

Sąd, dopuściwszy omawiany dowód, polecał wnieść do księgi sądowej imiona osób, powołanych do złożenia przysięgi, oraz treść roty.⁵⁾ Ponadto zlecał termin

1) Z kwestją omawianą łączy się ściśle zagadnienie bliższości stron procesowych do dowodu — por. Raf. 156; Mac. III § 231, Kutrzeba, Pr. sądowe, 85.

2) Podobnie spotykamy i w innych krajach słowiańskich. Jovanovicz, op. cit. II, powiada: заклетва је полагана и по споразуму странака, и по судској пресуди.

Odmienne natomiast w starożytnym prawie greckim: *lex aut index iusiurandum imponebat, nondum partes ad id praestandum provocari poterant* — Ziebart, I. c. 41.

A. G. Z. XI, 1932; XIII, 2391, 4443, 4448; XII, 2707, 1401; XIV, 470; Łęcz. I, 4116; Hube, Ustawodawstwo, 168.

3) War. 59; A. G. Z. XIII, 9; XV, 240; Łęcz. II, 3831; Hel. II, 2997; Kod. Mp. IV nr. 1243.

4) Inscrip. clen. 1091; A. G. Z. XII, 1785.

5) Jest zjawiskiem niezmiernie charakterystycznym dla średniowiecza rola strony prowadzącej dowód w wykonaniu naznaczonego dowodu. Specjalnie w odniesieniu do kwestji przysięgi stwierdza się, że prowadzący dowód: 1) miał obowiązek dopełnie-

i miejsce wykonania. Dla dopełnienia aktu wydawano z kancelarii sądowej kopję wpisu tym osobom, na których ciążył obowiązek lub miały prawo dopilnować, aby przysięga była wykonana podług przepisanej roty.¹⁾

Osobami temi były przedewszystkiem same strony, to jest powód i pozwany, a także osoba urzędowa, każda z nich w tej mierze, w jakiej była pod tym względem interesowana.²⁾ W oznaczonym czasie i miejscu, jeżeli nie było przeszkód, przystępowano do aktu, — czynność ta według źródeł nazywała się iurare, ducere testes, bądź ogólnie — iuramentum.³⁾

Jeżeli w tej samej sprawie przysięgała więcej niż jedna osoba, to składano przysięgę według pewnej zwyczajowo oznaczonej kolejności. Są ślady, wskazujące, że we wcześniejszem średniowieczu, a nawet sporadycznie jeszcze w XV-tym wieku, świadkowie jednocześnie przysięgali.⁴⁾ Sądzić należy, że podobnie jak na Zachodzie Europy zanikło to pod wpływem Kościoła, dążącego

nia należnych przy postępowaniu dowodowem aktów: uzyskania terminu, uwiadomienia strony przeciwnej, pozyskania udziału strony urzędowej, przyprowadzenia świadków — Piek. 430, Łęcz. I, 1028, 2) ponosił skutki: nieobecności, zarówno osobistej jak zaprodukowanych świadków, niesprawnego wykonania lub zupełnego niewykonania przysięgi — Kod. Krak. nr. 433; art. 5 Zbioru praw z XIII w.; A. G. Z. XIX, 2247; Łęcz. I, 5724; 3) posiadał w pewnych granicach dyskrecjonalną kompetencję, udzieloną mu przez sąd wyraźnie lub domniemanie — np. ścisłego ustalenia terminu.

Równie charakterystyczną przedmiotowo jest rola osób przysięgających. Wszystkie te osoby mogą służyć tylko tej stronie, która je ze sobą przyprowadziła, przysięga ich nie mogła być interpretowana na niekorzyść tej strony, a na korzyść przeciwnej — por. Ostrowski, 32.

1) Habe, Pisma, II, 68.

2) A. G. Z. XIV, 3176.

3) Schoennet, I. c. p. 452.

4) Kod. Wp. V nr. 485; A. G. Z. XI, 2768; XV, 1066, 1262, 3256; XIX, 3030; Raf. 165.

W prawie zachodnioeuropejskiem zwano to przysięgą „mit gesamtlem Munde“ — Brunner II, 433—434.

do uwydatnienia indywidualnej odpowiedzialności za składaną przysięgę.¹⁾

W wypadku przysięgi strony procesowej wspólnie ze świadkami porządek był taki, że zawsze pierwsza przysięgała strona procesowa, potem świadkowie, jeden po drugim, w pewnej kolejności.²⁾ Pośród świadków o pierwszeństwie decydowała większa ich wiarogodność.³⁾ Z pomiędzy świadków zwyczajnych najpierw przysięgali świadkowie naoczni, a następnie wiedzący.⁴⁾

W sprawach o oczyszczenie szlachectwa, bądź w sprawach, wywołujących podobny sposób oczyszczania się świadkami — herbownikami, wytworzyła się specjalna kolejność.⁵⁾ Według przepisu Statutu Wiślickiego oczyszczenia dokonywano przysięgą sześciu in genere similibus, po dwóch z trzech klejnotów; „dwu starszu swego rodu po oćcu, a drugu dwu drugiego rodu, po macierzy, a trzeciu dwu trzeciego rodu pospolite“. ⁶⁾ W tej też kolejności składano przysięgę.⁷⁾ O kolejności decydowało niekiedy stanowisko prawnospołeczne zaprzysięgających.⁸⁾

Mimo wyżej wyłuszczonych zasad kolejności skła-

1) Brunner, *ibidem*.

2) Kod. Krak. I nr. 121; A. G. Z. XI, 1043; XIII, 478, XIX, 3054; Maz. I, 1449, 2342; II, 1677; III, 1501; Hel. II, 3435; Koz. I, 36, 51a; Inscip. clen. 910, 924; Piek. 228, 545; Lek. II, 2342; Mac. III § 220, przyp. 3 na str. 248.

3) War. 53; Maz. III, 1573, 1876; Raf. 157 i nast.

4) Maz. III, 2620, 2796; Łęcz. I, 2957, 5411; Brzes. 270; Piek. 39; Lek. I, 1019; II, 1192.

Schoennet, 466; Hube, Ustawodawstwo, 169, przyp. 5.

5) por. Semkowicz, Nagana, 26, tegoż Zapiska herbowna, 447.

6) art. 163 Zw. zup. Hel. I str. 70; Inscip. clen. 494, 819, 910; Hel. II, 2454; Semkowicz, Nagana, 27; Schoennet, 346.

por. Hel. II, 1522; Mat. 160; Inscip. clen. 632, 1359; Koz. I, 36, 42; art. 46 Constit. Lanc. w Arch. Kom. Prawn. IV str. 446 cf. etiam *ibidem* Tab. VIII, Hube, Sądy, 27.

7) Koz. I, 32, II, 13; Inscip. clen. 821; Mat. 101 *passim*.

8) Brzes. 270; Piek. 77; A. G. Z. XI, 1239.

dania przysięgi, w razie wynikłej sprzeczki, losowanie mogło zdecydować o ustaleniu porządku.¹⁾

Powaga dopełnianego aktu wymagała zachowania zewnętrznego porządku, którego należało przestrzegać. Dwie przesłanki na to się składały: porządkowo-sądowa i sakralna.²⁾ Obecni winni obnażyć głowy i w odpowiednio przystojnej pozycji z powagą wysłuchać składanej przysięgi.³⁾ Wzbronione były rozmowy, wszelkie pouczenia, wypowiedzianie pogrozek, używanie nieprzystojnych wyrażen.⁴⁾ Nie wolno było operować bronią, wszczynać sprzeczek i bijatyk, bądź w inny sposób, pośrednio lub bezpośrednio przeszkadzać w wykonaniu aktu.⁵⁾

Przejawiająca się wybitnie w instytucji przysięgi zasada pośredniości w średniowiecznej procedurze, wymagała zaznajomienia sądu wyrokującego z wynikami aktu i ze wszystkim, co podówczas zaszło, czego dokonywał służebnik sądowy, bądź w szczególnych wypadkach inna osoba urzędowa, biorąca udział w akcji.⁶⁾ Mogły

¹⁾ Piek. 693: *duo testes presserunt se pro ultimitate, nolentes alter utrum in principio iurare. Et sic ministerialis dedit eis sortem, vulgariter lossi, qui iurare in principio inter ipsos deberet*; cf. A. G. Z. XII, 3956; Dąbkowski, Pr. pryw. II, 329.

²⁾ Makarewicz, Pr. karne, 45; Anc, 105; Kapras, op. cit. 314, ujmując rzecz następująco: *Das Ablegen der Waffen, dessen Bedeutung noch durch das Kleiderausziehen verstärkt wurde, zeigte darauf hin, dass die streitenden Parteien und Zeugen werden den bewaffneten Widerstand anwenden noch eigenmächtig das Recht verfolgen wollen, sondern sich der Aussage des Gerichtes unterwerfen durch den unbedeckten Kopf und das Knien auszerten sie dann die Demütigung von der Gottheit*“.

³⁾ Maz. III, 1821.

⁴⁾ Maz. II, 443, 1336; Piek. 545; Maz. III, 1026, 1292, 2039, 2931, 2932; Łęcz. II, 4593; Hel. I, 409; II, 219.

Ul. 1064, 6740, 7397, 7398, 8645, 4079.

Raf. 167.

⁵⁾ Ul. 6670, 7105; Łęcz. II, 3274, 1418; Hel. II, 155; Bal, 252; A. G. Z. XIII, 2262; XIV, 3176.

⁶⁾ Koz. I, 25; Hel. II, 175; A. G. Z. XIII, 1066, XIV, 440, 3176;

donieść o tem sądowi nawet same strony.¹⁾ Jeżeli się zdarzyło, że sąd wyrokujący zezwolił na przeprowadzenie postępowania dowodowego w innym sądzie, to wówczas ten sąd po przeprowadzeniu dowodu sporządzał dokument, opatrzone właściwą pieczęcią. Dokument ten zawierał stwierdzenie dopełnionego aktu. Prowadzący dowód przedkładał ten dokument sądowi wyrokującemu.²⁾ Fakt wykonania dowodu z przysięgi notowano w księdze sądowej, finalizując jeden z najbardziej podstawowych etapów procesu.³⁾ Stronie przeciwnej przysługiwało złożenie odpowiednich ekscepcyj.⁴⁾

Skutek sprawnego przeprowadzenia dowodu był zawsze jeden — wygranie procesu.⁵⁾

Narówni w skutkach ze sprawnym wykonaniem stało zwolnienie przez stronę przeciwną od dopełnienia aktu.⁶⁾ To samo wreszcie dostrzegamy niekiedy w wypadkach niestawienia się przeciwnika.

1. C Z A S.

Jak już nadmienialiśmy, po naznaczaniu przysięgi ustanawiany był dla jej dopełnienia termin, zwany terminem przysiężnym.⁷⁾ Termin ten wyznaczany był przez

XV, 722; XVI, 2222; XIX, 3054; Piek. 67, 160, 401; Lek. 1, 198, 3001; II, 243, 1807, 1298, 2152, 2342; Inscript. clen. 1378, 1623; Ul. 3291; Łęcz. II, 5248; Kod. Mp. I nr. 288; Feintuch, 194; Hube, Sądy, 386; por. E. Krzymuski, Wykład procesu karnego, Kraków, 1922, str. 12.

¹⁾ A. G. Z, XVIII, 2614 i 2615.

²⁾ Hel. II, 4096; Inscript. clen. 1237; Semkowicz, Nagana, 20.

³⁾ Maz. II, 374, 720; Łęcz. II, 5340; Hube, Sądy, 386.

⁴⁾ Kal. 463; Łęcz. II, 6615.

⁵⁾ Hel. II, 113, 1359; Łęcz. I, 499.

Wykonanie przysięgi dowodowej mogło odgrywać uboczną rolę, — np. Łęcz. II, 2256.

⁶⁾ Lek. II, 1015.

⁷⁾ Lek. II, 1280: Item domini iudicio presidentes assignaverunt terminum primum Hancze... iurare; terminologia w odniesieniu do tej kwestji jest obfita, w zapiskach spotykamy: ter-

sąd, który mógł przekazać tę swoją władzę komu innemu, nawet samej stronie przysięgającej.¹⁾ Dyspozytywność naszego prawa dozwalała ustalenie terminu za obopólną zgodą stron.²⁾

Termin omawiany, jakkolwiek zawsze był wyznaczany, to określano go nader rozmaicie, mniej lub więcej ściśle, a niekiedy był nieograniczony.³⁾ Wyznaczany był również warunkowo.⁴⁾ Niekiedy określano pewne *spatium temporis* w ciągu którego należało

minus iuramenti (Hel. II, 119), *iuramentalis* (Łęcz. II, 1884), *iurandi* (Lek. II, 2478), *ducendi testes* (Koz. I, 10), *producendi testes* (Czer. 491), *ad audiendos testes* (Hube, Sady, 382), termin przysięsany, przysiężny (Łęcz. I, 4497; Lek. I, 212; II, 6162).

1) Łęcz. II, 4407: *Inter Philippum et inter Iohannem terminus in duabus septimanis per iudicem est assignatus pro iuramento*; A. G. Z. XIII, 698: *pro damno Schadurka totali iurabit, si voluerit, quando voluerit*; Lek. I, 2201; Łęcz. I, 4012, Koz. I, 28; Acta exped. 42; A. G. Z. XV, 1404; XIV, 2457.

2) A. G. Z. XIV, 1739: *partes inter se mutuo receperunt de bona voluntate iuramentum ad crastinam diem post maturas missas*; Maz. III, 2542.

3) Łaguna, str. 359, zap. 58; Potk. 45. Naznaczając na czas zebrania się sądu, nadmieniano tylko, że należy przysiąc „in terminis proxime celebrandis” — A. G. Z. XI, 3525; Potk., 7; Piek. 107; Ul. 9384—*passim*.

Oznaczano omawiany termin za pomocą liczby dni, tygodni, nie precyzując bliżej daty, np. Hel. II, 2944: *iurabunt ad duas septimanas*, Maz. III, 401: *Dies iuramenti a feria quinta proxima per unam septimanam*, A. G. Z. XI, 344: *diffinimus... iuramentum prestare infra quatuordecim dies* — *passim*.

Oznaczano na dzień, określony imieniem świętego, jak to było we zwyczaju chronologii średniowiecznej—cf. Wierzbowskiego *Vademecum*, np. świętego Jerzego (Hel. II, 119), świętego Walentego, bądź w oscylacji jakiegoś znaczniejszego święta — *feria 3 post. Conductum Paschae* (A. G. Z. XI, 1190), bądź zależnie od przybycia do danej miejscowości dygnitarza sądowego (A. G. Z. XIV, 2457). W zapiskach wielkopolskich spotykamy się z oznaczeniem terminu *secundum ius*, co domniemywać kazało wyznaczenie na najbliższe roki sądowe (Lek. II, 2106, 2616 *passim*).

4) Hel. II, 3153, A. G. Z. XI, 702, 985; XIII, 1930, 2123; Czer. 315, 407; Lek. I, 2881; Łęcz. II, 1024.

przysiąc, pozwalając samej stronie ściśle ustalenie terminu. ¹⁾

Czasokres między naznaczeniem przysięgi a jej wykonaniem był niezmiernie różnolity. ²⁾ Zależał od sądu, przed którym sprawę agitowano, od sprawy, jaką rozpatrywano, przejawiają się także wpływy dzielnicowe terytorjalne. ³⁾

¹⁾ Kal. 455: *huic iuramento et purgacioni domini iudicio presidentes assignaverunt terminum infra duas septimanas . . . Marszalevsky (prowadzący dowód) vero . . . dixit ministeriali Alberto: ministerialis da terminum Spitkoni (strona przeciwna) ut feria quarta hoc est in crastino, ut audiat iuramenta testium et purgacionem meam.*

²⁾ Inne zjawisko w tym względzie spotykamy u Czechów, tam każda przysięga „*činiti se mela . . . v pátek na ty suché dni, které nejprvé přišly po soude tom, na kterém přisaha nalezena byla, anebo na ten den po Sv. Jeronymie. V jiný čas žádný nepokládala se přisaha*“ — Brandl, O přisahach, 28.

³⁾ W sądzie grodzkim krakowskim przeważnie wynosił 2 tygodnie, co łączyło się z terminem kadencji tego sądu (por. Kutrzeba, Sądy, 74 (362), Hel. II, 2874, 2927), wynosił jednak niekiedy 1 (Hel. II, 2973), 4 (Hel. II, 2275) a nawet 6 (Hel. II, 3153, 3154) tygodni. W sądach wiecowych czasokres ten wynosił nawet kilka miesięcy, A. G. Z. XIII, 7155, 7206; Ul. 10614: *Sbischco Stadniczski iurare debet contra Jacussium de Suchodol ad colloquium proximum post diem sancti Stanislai tempore mensis Maii*, zapiska pomieniona z wewnoscia pochodzi z wiecu 3—5 lutego 1401 r., jakkolwiek pisarz księgi Cr. III^a umieścił ją błędnie pod datą 30.X.1400, por. Kutrzeba, Sądy, Woj. Krakowskie, str. 104. Tabl. I, Spis znanych wieców. W sprawach o oczyszczenie szlachectwa najczęściej wynosił 18 niedziel — por. Semkowicz, Nagana, 22; Koz. I, 2; II, 8.

W sądach sanockich, zarówno grodzkich (A. G. Z. XI, 1131, 1201 *passim*) jak i ziemskich (A. G. Z. XI, 344, 541 *passim*) czasokres ten wynosił 2 tygodnie, jakkolwiek zdarzają się nieliczne wyjątki, A. G. Z. XI, 583, 589, 2881, 3336, podczas gdy w sądach halickich panuje zupełna różnolitość w stanowieniu terminów przysiężnych (A. G. Z. XII, 397, 2122, 4067 *passim*). Na Mazowszu w epoce XV stulecia panowała najzupełniejsza dowolność, czasokres ten wynosił dwa, trzy, cztery, nawet sześć tygodni (Czer. 83, 98, 151, 201, 853; Maz. I, 2595; II, 546; III, 2542, 2649).

Zależało również od epoki.¹⁾

Z całokształtu tych różnych czynników można wysnuć mniej więcej ugruntowaną zasadę wyznaczania przysięgi na pierwszy dzień kadencji najbliższych roków sądowych.²⁾ Odchylenia wszakże są niezmiernie liczne i rozmaite. Wolno było nakazać złożenie przysięgi na tych samych rokach, kiedy ją naznaczono.³⁾ Stosowano naznaczanie przysięgi na następny dzień po wyznaczeniu, za tydzień, za dwa tygodnie, trzy, cztery, pięć, sześć, dziesięć, dwanaście, a nawet 18 tygodni.⁴⁾

Spotykamy się też niejednokrotnie z odstępem 1 roku i 6 tygodni, zwłaszcza, gdy uprzednie czynności były zawikłane i wymagały wiele czasu.⁵⁾

Według dawnego zwyczaju składano przysięgę przed południem, na co zapewne wpłynęła pora odbywania się sądów, oraz przepisy religijne, nakazujące wykonywanie przysięgi na czczo, ze względu na akt tak doniosłego znaczenia.⁶⁾ W późniejszym średniowieczu, w dzielnicach Wielkiej i Małej Polski można było złożyć ją i później,

¹⁾ Kutrzeba, Sądy, 9 (339); Lek. I, 1064, 1508 passim; Raf. 27, 28.

²⁾ Hel. II, 2874, 2972, 2927; A. G. Z. XII, 1168, 1560; XIII, 308, 5611; XIX, 1390; Lek. I, 2732; II, 2106; Ius pol. 399, 409, passim.

³⁾ A. G. Z. XII, 3866; XIII, 7140; Hel. II, 1130; Ius. pol. 399.

⁴⁾ A. G. Z. XII, 397, 2084, 2122; XIII, 10, 7140; XV, 113; Maz. III, 2688; Inscript. clen. 967; Czer. 930, 1191; Kutrzeba, Sądy, 148 (220); Koz. I, 3, 17; Maz. II, 546; Lek. I, 2739; II, 1740, 2308.

⁵⁾ Mat. 103, 160, 171; Koz. I, 34; Łaguna, 355, zap. 37; Potk. 25; por. Semkowicz, Nagana, 20.

⁶⁾ Piek. 114; Ul. 10614; Hel. II, 1130; Acta exped. 38; Koz. I, 48; Lek. II, 1223, 2134; A. G. Z. XI, 753; XIII, 5091; XIV, 2092; XVII, 466, passim; Ius. pol. 409 De iuramento plurium; Hube, Sądy, 383 i 384 zap. pozn. ex 1388; Brzeziński, 31; Raf. 34; podobnie w prawie czeskiem, Brandl, Staročeské, 698; w kwestji średniowiecznego podziału dnia, por. H. Grotefend, Taschenbuch der Zeitrechnung, Hannover und Leipzig, 1915, S. 22.

post meridiem, usque ad horam vesperorum, a nawet wyjątkowo post horam vesperorum.¹⁾

Uroczyste dni świąteczne były wyłączone od składania przysięgi.²⁾

Rzecz nader charakterystyczna, że odrazu pierwszy termin przysięgi był terminem zawitym.³⁾ Uznając wszakże zasadę osobistego składania przysięgi, z konieczności proces polski wytworzył cały szereg przyczyn, które umożliwiały stronie usprawiedliwione niestawienie się i odroczenie terminu przysiężnego.⁴⁾

Kwestja odroczeń odgrywała niezmiernie wybitną rolę w postępowaniu dowodowym, zasługuje przeto na szczególne uwzględnienie.

Prawo uzyskania od sądu odroczenia przysięgi przysługiwało obu stronom procesowym, które ponadto za obopólną zgodą mogły same sobie ustalić prorogację.⁵⁾ Odroczenia stosowano przed upływem terminu, jak też i po jego nadejściu, przyczem podkreślić należy przejaw praktyki ustalania naraz kilku ewentualnych terminów.⁶⁾

Przyczyny odroczenia były rozmaite. Obok choroby, posługi publicznej, pro maiori, spotykamy się z innymi, choć niekiedy zapiski sądowe nie wymieniają przyczyny odroczenia.⁷⁾ Odesłanie od interrogandum w jakiejś

1) Hube, Sądy, 393, zap. pozn. ex 1398: A. expectavit testes ultra meridies, prout iuris est; Ius. pol. 409, De iuramento unius personae; Hel. II, 1130, 3065.

2) Hel. II, 4351.

3) Lek. I, 2170; II, 2656; Raf. 142; por. Hube, Sądy, 382.

4) Ius. pol. 409, De dilatione.

5) Lek. I, 608; Łęcz. I, 4600; A. G. Z. XI, 597; XII, 4071; XIII, 1846, 6244; XV, 326; Kutrzeba, Pr. sądowe, 79.

6) Hel. II, 3154; Lek. II, 2308; Koz. I, 18; II, 8; Piek. 114; A. G. Z. XII, 6244.

7) Lek. II, 1221: terminum testibus producendis... prorogavit infirmitate. A. G. Z. XIII, 369: Doms Raphael de Jaroslavia... quia fuit in servicio domini Regis, quod iuramentum prorogatum est sibi per terminos ad alios terminos; A. G. Z. XI, 753; XII, 466.

kwestji stawało się przyczyną prorogacji.¹⁾ Sąd zarządzał dylację przysięgi, zalecając pogodzenie się, czyjaś nieobecność, zlecenie wyższej instancji mogły też być przyczyną odroczenia terminu przysięgi.²⁾ Spotykamy się z odroczeniem *ad requirendum*.³⁾ Ciekawy objaw stanowi częściowe odroczenie przeprowadzenia dowodu z przysięgi, polegające na dylacji terminu tylko niektórym osobom przysięgającym w danym zespole.⁴⁾

W zestawieniu stwierdzić należy, że średniowieczny proces polski przejawiał tendencje przewlekłości. Wszakże z drugiej strony, nader różnolite, ogólnikowe, warunkowe terminy, częste i łatwe do uzyskania prorogacje, zmierzały do najdalej posuniętej indywidualizacji toku sprawy, co stwarzało bezsprzecznie pomyślne warunki dla dowodzącego i tępiło ostrze formalizmu.

2. MIEJSCE

Poza innymi wymogami, prawo polskie żądało, by złożono przysięgę w odpowiednio do tego celu przeznaczonem miejscu.⁵⁾

3218; XIII, 3569, 3784, 4672; XV, 1057; *Piek.* 354; *Ul.* 5673; *Rafacz.* *Choroba*, 603; *Raf.* 128.

1) A. G. Z. XI, 2161.

2) A. G. Z. XI, 984, 1012; XIII, 38, 2418, 4508.

3) A. G. Z. XII, 1319, 2298, 366.

4) *Inscrip. clen.* 819, 966; *Ul.* 9105.

lus. pol. 409, *De dilatione unius vel plurium testium*; *Semkowicz, Nagana*, 37; *Schoennet*, 461.

5) *Koz.* I, 40: *qui testes... iuraverunt... in loco iuramentorum consueto*; *Acta exped.* 3; *Kal.* 590.

Zagadnienie miejsca składania przysięgi nie występuje w zapiskach sądowych z zupełną dokładnością. Przyczyny tego szukać należy w powszechnej znajomości tych miejsc (np. A. G. Z. XVII, 527: *qui Thomas in loco solito genibus flectebat*; *Koz.* I, 49, 55), dlatego też często zapiski dają ogólnikowe ich określenie, jak „ante crucem” (*Lek.* II, 1833), „circa crucem” (*Maz.* I, 1320; *Piek.* 241) i t. p. (*Kal.* 590; *Kod. Wp.* V nr. 485; A. G. Z. XI, 143; *Kod. Mp.* I nr. 216), bądź nawet wcale o tem nie wzmiankują (*Maz.* III, 453; *Piek.* 247; A. G. Z. XIV, 1157).

Zasadniczo w całej epoce średniowiecza przysięga była pozasądową. Składano ją poza obrębem wyrokującego sądu.¹⁾ Z reguły składano ją w świątyni lub w jej pobliżu.²⁾ Wszakże, poczynawszy od XV wieku, forum sądowe staje się miejscem właściwym do złożenia przysięgi. Zyskuje ono sobie coraz większe zastosowanie, stając się w epoce nowożytnej miejscem z reguły do tego celu przeznaczonem.

Katolicy składali przysięgę w kościele, bądź przed kościołem.³⁾ Wszakże nie odrazu wszystkie kościoły miały prawo odbierania przysięgi. Zrazu był to przywilej, udzielany niektórym świątyniom, o co wielce ubiegano się, gwoili lukratywności, wynikającej z opłat przysiężnych.⁴⁾ W dalszym rozwoju przywileje obejmują coraz więcej kościołów, aż wreszcie w początkach epoki statutu wiślickiego stają się uprawnieniem powszechnem. W związku z tą ewolucją zmienia się odpowiednio zagadnienie właściwości terytorjalnej świątyń do przyjmowania przysięg. Pierwotnie właściwym pod tym względem był kościół, szczególnem uprawnieniem obdarzony, gdzie była jednocześnie określona kompetencja terytorjalna.⁵⁾ Z chwilą, gdy uprawnienia przysiężne kościołów stały się normą upowszechnioną, wymagała ta kwestja należytego uregulowania. W roku 1320 ustalono terytorjalną kompetencję

1) Dowody *passim* — Łęcz. II, 4103, 5248; Kal. 463; Lek. I, 1990, 3001; Raf. 167, 173; Feintuch, 194.

2) Jest to zjawisko powszechnodziejowe w pewnej epoce rozwojowej — por. Lasch, 61; Post, 489; Brandl, Staročeské, 698; Jovanovicz, 11, 13; Włodimirskij, 658.

3) Lek. I, 1720: ...iuraverunt ante ecclesiam; Lek. II, 1225, 1323.

4) art. V t. zw. Ks. Elbl.; Hube, Pisma, II, 70, 535. Podobne zjawisko obserwujemy gdzieindziej: w Państwie Moskiewskiem, Włodimirskij powiada, że początkowo przysięgano w jednej do tego celu przeznaczonej cerkwi w Moskwie — Obzor, 637, w Czechach—Brandl (0 přísahach, 28) stwierdza, że przysięga „činiti se mēla v kapli Všech Svätých na hradě pražském“.

5) Kod. Pol. III, nr. 18.

kościółów do przyjmowania przysięgi, na co zapewne wpłynęły wynikające spory kompetencyjne.¹⁾

Naznaczoną przez sąd przysięgę należało wykonać w tym kościele parafjalnym, gdzie się sprawa toczyła, bądź też w innym, według zwyczaju okolicy na ten cel przeznaczonym.²⁾ Norma powyższa znalazła w praktyce korektywę w postaci zezwalania przez sąd wyrokujący na złożenie przysięgi w innej miejscowości.³⁾

W Wielkopolsce, w epoce późniejszego średniowiecza, od końca XIV stulecia, normalnie składano przysięgę na cmentarzu koło kościoła, gdzie niekiedy odprawiały się sądy.⁴⁾

Jak dla rzymskich katolików kościół, tak dla wyznawców greckiej religii cerkiew była miejscem składania przysięgi. Wykonywano ją przed ołtarzem, bądź u drzwi cerkwi, u skobla.⁵⁾

Za miejsce przysięgi żydowskiej służyła szkoła czyli synagoga.⁶⁾ W sprawach, dotyczących sumy większej ponad pięćdziesiąt grzywien, albo w takich, w których

¹⁾ Kod. Pol. III, nr. 58.

²⁾ Art. De columbacionis solucione, Nankerl Episcopi Statuta an. 1320 — Starod. prawa pol. pomn., T. IV, str. 21, Kraków, 1875, por. J. Fijałek, Najstarsze statuty synod. krakow. Bpa Nankera, Kraków, 1915, str. 43.

W Gnieźnie składano przysięgę „ante ecclesiam maiorem“, „ante hostium cathedralis ecclesiae“ (Lek. II, 1034, 1326), w Krakowie w kościele św. Stanisława (Hel. II, 3415), por. Lek. II, 1280; A. G. Z. XIV, 610; Jus. pol. 399.

³⁾ Maz. III, 2736; Czer. 1191; Potk. 87; Hel. II, 109; A. G. Z. XIII, 3669; Ul. 5673, passim.

Raf. 168; Semkowicz, Nagana, 20.

⁴⁾ Piek. 372: Junussius Kragwicz in cimetorio circa crucem cum suis sex testibus iuramento evasit dominum capitaneum Maioris Poloniae generalis; Dąbkowski, Pr. pryw. I, 250; Kutrzeba, Sądy, 8 (338).

⁵⁾ A. G. Z. XI, 344; XII, 1786; XIV, 1277, 2092; XV, 1262; XIX, 1554, 3120; Pazdro, op. cit. 100.

⁶⁾ Por. Schorr, op. cit. 486, 487, 491; Pazdro, op. cit. 99 sq.

Żyd powołany był do sądu królewskiego, odbywała się wewnątrz synagogi nad rodalem 10 przykazań.¹⁾

W sprawach mniejszych od wymienionej sumy składano ją przy wejściu do synagogi, u skobla, zwanego „kolcze“, tamże wiszącego.²⁾

Poza pomienionymi miejscami, będącymi z reguły do celów złożenia przysięgi przeznaczonemi, inne jeszcze niekiedy mogły uzyskać tę właściwość.³⁾

W procesie granicznym linja posiadłości ziemskiej stanowiła miejsce składania przysięgi katolików.⁴⁾ Dopełniano jej na granicy gór, czy pól, rozgraniczanych ziem, na węgielniku in pariete gruntu, circa acialem scopulum, jak powiadają księgi sądowe.⁵⁾

Pod koniec średniowiecza spotykamy się z wyjątkowem złożeniem przysięgi w domu prywatnym. Działo się to przedewszystkiem w razie choroby, nie pozwalającej opuścić izby.⁶⁾ Praktyka czerwonoruska notuje zaprzysiężenie w domu prywatnym „ex decreto et inventione arbitrorum“.⁷⁾

1) Hel. II, 1922, 1925, 4351; V. L. I, 313: *Qualiter iudaei iurare debent*; Ius. pol. 20 *Iudaeorum iuramentum contra Christianos prestandum*.

2) Bal. 100; A. G. Z. XV, 3020; Hel. II, 1935; Archiwum Sanguszków IV, nr. 250.

3) Pozasądową była również przysięga w prawie bartnem: „nie w sądzie bartnym, ale na korzeniu onego drzewa, o które się sprawa toczyła, przysięgi odprawowali“ bartnicy mazowieccy; art. I „Porządku prawa bartnego“ Skrodzkiego, Arch. Kom. Histor., T. III, str. 9.

4) Lek. II, 1706; Maz. III, 739; Hel. II, 1090; Ul. 7601; Ius. pol. 383, por. Łaguna, Pisma, str. 82, 83, 68, por. J. Rafacz; Postępowanie egzekucyjne w województwie ruskim w wieku XV, referat na IV Zjazd historyków polskich w Poznaniu, 1925, str. 8. Wyznawcy greckiego obrządku nawet w procesie granicznym udawali się do cerkwi i tam składali przysięgę, A. G. Z. XIX, 3117, 3120.

5) Hel. II, 4435; Łęcz. I, 1075, 5377; A. G. Z. XIX, str. XIV i zap. 3033, 2946, 3134.

6) Hel. II, 1960; Bob. 229; cf. Rafacz, Choroba, I. c. 605.

7) A. G. Z. XVIII, 4090, 4091.

W poszczególnych, sporadycznych wypadkach, mógł sąd wyznaczyć inne jeszcze miejsca do złożenia przysięgi. Tak więc król Zygmunt Stary, wydając dekret w sporze między Piotrem Odnowskim de Felstyn, starostą, a rajcami bieckimi, nakazał tym ostatnim przysiąc w ich ratuszu, że nie z ich wiedzą i wolą powstał tumult.¹⁾

Jak na początku zaznaczono, w XV stuleciu zdarzała się niekiedy wypadki naznaczenia przysięgi in facie iudicii, co szczególnie przejawia się na ziemiach czerwonoruskich. Przypisać to zapewne należy dążnościom ludności wyznania greckiego do asymilacji sposobu składania przysięgi „supra crucem videlicet iure polonico.“²⁾

Z czasem przysięga w lokalu sądowym staje się częstszą, by wynieść się do godności reguły.

3. S P O S Ó B.

Aby przysięga miała znaczenie prawne musi przybrać formę zewnętrzną, która nie jest rzeczą obojętną.³⁾

Forma jest zmienną i różnolitą, zależnie od wielu czynników ją kształtujących.⁴⁾

¹⁾ Bujak Fr., *Materiały do historii miasta Biecha*, Kraków, 1914, N-r 132.

²⁾ A. G. Z. XI, 587: testes prestabunt iuramentum ... coram iudicio terrestri Sanocensi; Koz. I, 47; Kod. Mp. IV, nr. 1382.

³⁾ W prawodawstwie francuskim określa się to jako la forme de serment — Dalloz, I. c. p. 3.

Hel. II, 4325; Inscrip. clen. 780; Brzeziński, 25; Przysięga „in mente“ nie odnosi się do zakresu prawa, lecz do zakresu moralności — por. E. Jarra, *Ogólna teoria prawa*, Warszawa, 1923, str. 125 i 150; inny, niesłuszny zresztą, pogląd wypowiada Ostrowski, op. cit. 114, „nie są istotnemi — powiada — zewnętrzne formalności przysięgi. To ostatnie stąd jest widocznem, że formalności są różne w różnych wyznaniach i że ustanowienie tych lub innych form przysięgi zależy od miejsca, czasu i zapatrywań prawodawcy“. Sądzę, że gdyby Ostrowski postawił dalej pytanie: czy, mimo swej różności, z a w s z e są stosowane formalności w składaniu przysięgi, to upadłaby jego powyżej cytowana teza.

⁴⁾ Bachman, 53; Brandl, *Staročeské*, 698. Źródła niekiedy ogólnie wzmiankują o formie składania przysięgi, np. Kod. Wp. III nr. 1311: N. N. *sub ac forma iuraverunt*.

Badana przez nas epoka prawa polskiego uzależniała formę od wyznania osoby przysięgającej, od jej stanu i od rodzaju sprawy. Pewne różnice przejawiają się również w epoce wcześniejszego i późniejszego średniowiecza.¹⁾

Czynnikiem najwybitniejszym było wyznanie. Sądy prawa polskiego zawsze nakazywały składać przysięgę według obrządku wyznania przysięgającego.²⁾ Prawo polskie recypowało pewne normy obrządkowe, nadając im swoją sankcję i stwarzając przez to obowiązek ścisłego ich zachowania *secundum formam iuris*.³⁾ Nie zdołano się wszakże jeszcze wyzwolić z przeżytków wierzeń i pojęć pierwotnych, a przeto spotykamy się jeszcze w wykonaniu przysięgi z szczątkowymi przejawami prastarych zwyczajów prawnych, sięgających w głąb czasów pogańskich. Mimo tych, nieraz wybitnych, różnic, da się wyprorowadzić pewne normy ogólne, stosowane przy składaniu przysięgi. W oznaczonem miejscu, o odpowiedniej porze, w obecności osób powołanych, przystępowano do aktu.

¹⁾ W ogólności należy stwierdzić, że prawo polskie nie wykazuje obfitości form w składaniu przysięgi sądowej. Sąsiednie kraje, jak Czechy, wykazują większą różnorodność.

Na miejscu będzie wspomnieć o kwestji przysięgi granicznej w grobie pod darniną (cf. Weinhold, Schwur unter dem Rasen, *Zeitschrift des Vereins für Volkskunde*, 1893; S. Schönaich, *Schlesische Grenzaltertümer*, *Zeitschrift des Vereins für Geschichte und Alterthum Schlesiens*, Bd. 28, 1904, S. 376; Opitz, *Zur Geschichte des Eides im Schlesien*, *Programm der VIII Realschule*, Berlin, 1913, S. 8; Kapras, op. cit. 302, 306; Dąbkowski *Pr. pryw.* I, 401), co do prawa polskiego, to stwierdzić należy, że zasadniczo prawo graniczne nie znało tego sposobu przysięgi.

O kwestji podziału na okresy por. Rafacza „Okresy” str. 5 i 22, w uzupełnieniu dodać należy, że w omawianej kwestji sposobu składania przysięgi epoką przełomową są lata circa 1366 — 1409.

²⁾ A. G. Z. XIV, 1546, 2092, podobnie zresztą było i w innych krajach, por. art. 2 Traktatu Olega z roku 912, Rakowiecki, *Prawda ruska* II, 3, Warszawa, 1822.

³⁾ *Hel.* II, 4325.

Strona, prowadząca dowód, zwracała się do osoby urzędowej z prośbą o zafundowanie jurysdykcji.¹⁾ Dalsza czynność polegała na ścisłym wysłownieniu treści roty przy zachowaniu odpowiedniej pozycji ciała i wykonaniu należnych gestów.²⁾

Najpowszechniejszą była forma przysięgi według obrządku rzymsko-katolickiego, co zwano również przysięgą, składaną *iure polonico, more terrestri*, bądź *secundum ritum christianorum*.³⁾ Przysięgający winien obnażyć głowę, odłożyć broń, przykłęknąć na obydwa kolana i trwać tak podczas całego aktu.⁴⁾ Osoba urzędowa zaapytywała, czy chce i odważa się przysięgać, poczem następowało *viva voce* wysłownienie roty.⁵⁾

W epoce wcześniejszego średniowiecza przysięgający wygłaszał na pamięć uprzednio wyuczoną rotę, co powodowało nazbyt częste t. zw. potyczki. To też w epoce następnej dokonano zmiany w tym względzie.⁶⁾ Pełniący funkcję prawidlnika, a zwyczajnie był nim woźny sądowy, najpierw wygłaszał rotę według treści,

1) Hel. II, 4435.

2) A. G. Z. XI, 146; Mercer, I. c. p. 33.

3) Hel. II, 3066; Mat. 101; A. G. Z. XIII, 217, 6899; XIV, 297.

4) W sąsiednich Czechach spotykamy przysięgi składane stojąco, klęcząco, siedząco, a nawet leżąc — Mac. V, § 369.

Mat. 153; Hel. II, 225, 3888; Łęcz. II, 4808; A. G. Z. XIV, 2040; XIX, 3101; Maz. III, 1821, 1966; Ul. 7105.

5) Hel. II, 4435; A. G. Z. XVIII, 1984; Semkowicz, Zapiska, str. 453.

6) Feintuch, 194; Kwestja ustalenia czasu tej zmiany wymaga dzielnicowego potraktowania. W Małej i Wielkiej Polsce ta przemiana dokonywa się zapewne circa 1362 r.—Kod. Mp. I nr. 288; Piek. 545, 1119; cf. Hubego Ustawodawstwo, 217.

Na Mazowszu doczekano się jej prawodawczego uregulowania: w dzielnicy płockiej w okresie wydania statutów Ziemowita IV (1377—1387), w dzielnicy południowowschodniej w latach 1406—1410; Hel. I, str. 274; Bal. 252, 255; łus pol. De casu in iuramentis, 456.

W ziemiach czerwonoruskich praktyka ustaliła się z przyjęciem prawa polskiego; A. G. Z. XIII, 2097, 5611; XIV, 847, 1026, 3438.

wydanej mu z sądu na kartce.¹⁾ Przysięgający powtarzał za nim.²⁾ Po sprawnem wygłoszeniu roty, przysięgający dotykał drugim i trzecim palcem prawej ręki nogi krzyża, przed którym zaprzysięgał, co finalizowało akt.³⁾

Obok tej powszechnie stosowanej formy przysięgi rzymsko-katolickiej spotykamy się ze stosowaniem formy ustawodawstwa kościelnego przysięgi na Ewangelię.⁴⁾

Forma ta o tyle się różniła od poprzedniej, że zamiast krucyfiksu używano do aktu ewangelij. Używało tej formy duchowieństwo, które we wcześniejszem średnio-wieczu przystępowało do składania przysięgi przyodziane stulą.⁵⁾ Zdarzało się wszakże, że duchowieństwo korzystało również z powszechnej formy wykonania.⁶⁾

Wyznawcy religii greckiej, powszechnie zwani Rusinami w pomnikach naszego prawa, korzystali z możliwości składania przysięgi według swego obrządku, more ruthe-nico.⁷⁾ Składając ją zwykle u drzwi cerkwi, przyklękano,

¹⁾ Łęcz. II, 3274.

²⁾ Hel. II, 3773, 4439; Piek. 545; A. G. Z. XIV, 3030, 3438; Kod. Mp. I nr. 288; Kod. Maz. nr. 209.

³⁾ Koz. II, 14; *Qui testes inducti iuxta consuetudinem iuris talium negotiorum tactam, ad imaginem crucifixi tactis manibus sive duobus digitis corporale iuramentum prestiterunt*; Ks. Elbl. V; Bal. 252; A. G. Z. XI, 146; XII, 1284, 2130; XIV, 1157, 2822; Maz. I, 1449; Lek. I, 2333; Mat. 116, 121, 217; Łęcz. I, 4171; II, 3378, 5587; Hel. II, 2454, 3277; Ul. 479; Piek. 96; Potk. II; art. 8 Const. Lancie. — Ius pol. 194; Ius pol. 427.

⁴⁾ por. Brzeziński, op. cit. 29; Kod. Mp. III nr. nr. 692, 948; Mat. 212; Piek. 152, 809; Sposobu tego używano również i w prawnych pozasądowych przysięgach świeckich — Kod. Wp. II nr. 818, III nr. 1998; Acta Capit. I, nr. 33, 68, II, 43 passim.

⁵⁾ Piek. 152, 809; Kal. 41; Mat. 352; Kod. Wp. V nr. nr. 430, 459; Mac. V § 218.

⁶⁾ Piek. 502.

⁷⁾ A. G. Z. XIII, 5034, nazywano to również przysięgą secundum formam iuris rutenicallis — A. G. Z. XIV, 440, modo rutenico — A. G. Z. XII, 1786.

lewą ręką trzymając się za „święte wiedienie“, prawą zaś czyniono znak krzyża, powtarzając za przywódcą rotę przysięgi.¹⁾

Podnieść wszakże należy, że niechętnie korzystano z tej formy przysięgi, domagając się przyznania prawa składania przysięgi według obrządku rzymsko - katolickiego.²⁾

Wyznawcy religii mojżeszowej również korzystali z możliwości składania przysięgi według swego ceremonjału, secundum consuetudinem Iudaeorum, według którego również przysięgali karaimowie.³⁾

Żyd, przysięgając ad decem praecepta Dei, ma się obrócić do słońca osobno od innych i stać boso na jednym stołku, przyoblekwszy się płaszczem albo suknią, a czapkę żydowską ma mieć na głowie.⁴⁾ Przepowiadający przysięgę winien udzielić mu napomnienia, pełnego gróźb, poczem wysłować treść naznaczonej rot, którą ma powtórzyć przysięgający.⁵⁾

O rytuale przysięgi żydowskiej „pro minoribus casus“ źródła nie wspominają, sądzić należy o analogji z poprzednią formą.

1) A. G. Z. XIII, 5034: *Iudicium decrevit iurare nobili Andree Dreczantko in hac forma verborum feria quinta proxima videlicet more Ruthenico recepit manu sinistra rotham circa ecclesiam swanthe wyedinye circa hostium eiusdem Et quod debet manu dextera faciem suam cruce consignare et dicere verba; A. G. Z. XIII, 5611; XV, 1262; XIX, 3117.*

2) A. G. Z. XIV, 1277: *testes... recusabant ad Colcza ecclesie Ruthenicalis iurare, sed voluerunt ad cruce[m] sicut Christiani; A. G. Z. XIII, 6899; XIV, 297; Hel. II, 3066.*

3) *Hel. II, 1922, 1925, 1935, 2222; A. G. Z. XVII, 3722; por. art. Z'a w czasop. „Wisła“, T. XX, zeszyt 2, str. 381; Nowodworski 337.*

4) *V. L. I, 337; Ius. pol. 20; Bal. 301; A. G. Z. XV, 2915; Groicki w swym „Porządku“ (wyd. Kraków, 1630, str. 158) przepisuje: że „ten, który będzie przysięgał, ma stać bosymi nogami, tylko w koszuli, na świniej skórze, nowo odartej“.*

5) *V. L. I, 337;*

por. Semkowicz, Przysięga, 351.

Dochowały się nikle wzmianki o składaniu przysięgi *iuxta legem et ritum Armenorum*.¹⁾ Na czym ten rytuał polegał, sądzić możemy tylko ze statutu ormiańskiego w zatwierdzeniu z roku 1519.²⁾

A przysięga zaprawdę ma być w kościele na święty krzyż, a gdy będzie czas na święty krzyż palce położyć, tedy powód przysięgę czyniącemu ma trzykroć na ręce nalać wody, potym on czyniący przysięgę wypełni przysięgę podle żaloby i odporów.³⁾ W ten sam sposób odbyć się ma przysięga także i w tym razie, gdyby ktoś po czyjej śmierci pozwany został o cokolwiek (o długi spadkowe).

Jeszcze mniej da się powiedzieć o sposobie składania przysięgi według rytuału wołoskiego.⁴⁾ Sądzić należy, że polegał on, podobnie jak w przysiędze rzymskokatolickiej, na wysłowieniu roty i dotknięciu nogi krzyża, a ponadto przysięgający składał pocałunek na temże krzyżu.⁵⁾

Przeżytek prastarych zwyczajów prawnych, sięgających w głąb pogańskich wierzeń religijnych, stanowiła przysięga na słońce.⁶⁾ W Polsce przejawia się w zmienionej postaci w przysiędze ruskiej i żydowskiej.⁷⁾ W swej czystej formie zachowała się jako instytucja prawa rycerskiego, stosowana w wypadkach oczyszczenia czci

¹⁾ A. G. Z. XIV, 2225, 2407.

²⁾ por. Balzer Oswald, Statut Ormiański w zatwierdzeniu Zygmunta I z r. 1519, Lwów, 1919, str. 111, w tejże pracy przytoczona literatura przedmiotu.

³⁾ art. 124 Statutu, Corpus iuris polonici, ed. Balzera, III, 461, 534.

⁴⁾ A. G. Z. XI, 3039.

⁵⁾ cf. Palatini Moldawy iuramentum, Sprawy wołoskie za Jagiellonów, wydał Aleksander Jabłonowski. Źródła dziejowe, T. X. Warszawa, 1878, str. 25; cf. Kadlec, Valaši a valašské právo v zemích slovanských a uherských, Praha, 1916, str. 223, 395.

⁶⁾ Instytucja przysięgi na słońce znalazła opracowanie w rozprawie prof. Semkowicza: Przysięga na słońce, por. recenzję tej pracy, napisaną przez Z'a, „Wisła“, XX str. 279, cf. Kapras op. cit. 292.

⁷⁾ Semkowicz, ibidem 350, 326.

szlacheckiej.¹⁾ Forma tej przysięgi polegała na zwróceniu się twarzą i na podniesieniu dwóch palców prawej ręki ku słońcu.²⁾ Zwyczaj ten, znany w całej Polsce, przetrwał do schyłku średniowiecza, najpóźniejsza wzmianka pochodzi z roku 1484.³⁾

Czacki wspomina, że „w średnich wiekach przysięgano na broń”.⁴⁾ Nie powiada jednak, że podówczas stosowano ten sposób w sądownictwie, my też żadnych odnośnych wzmianek nie znaleźliśmy, sądzić więc należy, że nie stosowano go w sądownictwie prawa polskiego.

Odosobniony wypadek znajdujemy w protokołach łączczyckich z roku 1405: „It. Anna uxor Luce de Kalen contra Stanislaum filium Zawaczky debet iurare tan-gendo locum corporis, sicut mihi duo vulnera sanguinea intulit”.⁵⁾ Jak to rozumieć, pozostawiam rozwiązanie szczęśliwшему badaczowi, który może w większej obfitości odpowiednie źródła znajdzie.

4. O P Ł A T Y.

Dawne przysłowie, że „prawo bez pieniędzy jakoś nie smarownie idzie” znajduje właściwe zastosowanie względem opłat sądowych, które zapewne powstały pod wpływem obcym, gdyż za czasów ludowych — jak powiada W. A. Maciejowski — naród zgoła nie znał opłat sądowych.⁶⁾

1) Koz. I, 45, Semkowicz, I. c. 372, 309.

2) Koz. I, 45: Nostricz debet iurare... intuendo solem elevatis duobus digitis dextrae manus.

3) Semkowicz, I. c. 308; Koz. I, 60.

We wcześniejszem średniowieczu spotykamy się ponadto z zabytkiem przysięgi per haustum aquae lub jakowego trunku — Rakowiecki, I, 239; Bandke—Historja, str. 230—231; Surowiecki 161.

4) Czacki, O lit. i pol. pr. II, 249, cf. Post. 485.

5) Łęcz. II, 2452.

6) Mac. III, § 217, por. inne przysłowia w tej materji u Adalberga p. w. „Prawo“.

Różne czynności sądowe pociągały za sobą różnorodne opłaty, będące wynagrodzeniem za wykonywane przez urzędników czynności.¹⁾

Nie było wolne od nich również postępowanie przysiężne.²⁾ Wszystkie te opłaty ponosiła strona procesowa, prowadząca dowód z przysięgi.³⁾

Taką opłatą było przede wszystkim wynagrodzenie woźnego za udział w składaniu przysięgi. W Małopolsce zwano to opłatą od krzyża, w Wielkopolsce i na Mazowszu — od świadków bądź „poteczne“, na ziemiach czerwonoruskich nazywało się to świadome.⁴⁾ Na Mazowszu woźny nie mógł więcej pobierać od słuchania przysięgi pełnej liczby sześciu świadków jak 1 grosz,

1) Raf. 216; Vetulani Adam, *Pozew sądowy w średniowiecznym procesie polskim*, Kraków, 1925, str. 75.

Dawniejsi autorzy — Bandtkie (op. cit. 165), Dunin (op. cit. 248) i inni — całkiem niewłaściwie łączą zagadnienie opłat sądowych w naszym rozumieniu z karami pieniężnymi. Podkreślić wszakże należy, że w średniowiecznej terminologii opłata niekiedy występuje pod nazwą *p en a* (por. Kod. Wp. III nr. 1834).

2) Kwestja opłat sądowych w ogólności dotychczas nie jest gruntownie opracowana. Względem opłat przysiężnych konstatuje się: 1) w źródłach przejawiają bardzo niewyraźnie, gdyż stosunkowo nader rzadkie czyniono o tem wzmianki w księgach sądowych, bądź też ogólnikową wnoszono notatkę (np. niewiadomo za co uiszczono opłatę w zap. Kal. 723). 2) wysokość ich była fakultatywna (cf. Dunin, op. cit. 248).

W terminologii średniowiecznej wyraz przysiężne miał dwójakie znaczenie, jako opłata za przysięgę (Hube, *Pisma* II, 536) i jako synonim pamiętnego (art. 15 Statutu Warteńskiego—V. L. I, 77), niesłusznym wydaje się pogląd Bandtkiego (*Historja*, 169), że „sędziowie pobierali opłaty od przysięgi każdej“.

W prawie wiejskiem dostrzegamy liczne tranzakcje opłat przysiężnych w wypadkach nadań lokacyjnych. Opłaty te przypadały na rzecz obdarowanego nadaniem, niekiedy wszakże lokujący zastrzegał sobie część dochodów—por. Kod. Mp. I, nr. nr. 124, 231 *passim*, Kod. Wp. II, nr. 1153; III, nr. 1417; V, nr. 5, 7, 62 *passim*.

3) Łącz. II, 6021.

4) Ul. 2066, 11173; Maz. II, 393; art. 5 stat. czersk. *Pretium preconis a testibus*—Ius pol. 422; A. G. Z. XI, 810; Feintuch, I. c., 193; Maz. I, 2024.

a od jednego świadka pół grosza tylko.¹⁾ W Wielkopolsce, w epoce Kazimierzowskiej, „officiales de uno producente testes, habeant quatuor scotos”—2 grosze.²⁾

W epoce późniejszego średniowiecza przybývają opłaty, składane pisarzowi sądowemu za wpis do księgi sądowej osób, mających złożyć przysięgę, i za wydanie roty.³⁾ Za tę ostatnią czynność na Mazowszu płacono $\frac{1}{2}$ grosza, w ziemi łęczyckiej i w Wielkopolsce właściwej — 1 grosz.⁴⁾

Obok wzmiankowanych opłat, pobieranych przez funkcjonariuszów sądowych, spotykamy się z opłatą na rzecz kościołów, gdzie składano przysięgę.⁵⁾ Opłata powyższa nigdy nie była określona w swej wysokości.⁶⁾ Tem niemniej była stałą i dochód z niej stanowił pewny i poniekąd stały fundusz.⁷⁾

1) art. 7 Stat. Janusza Warsz. z r. 1389 — Pam. Warsz., str. 156, por. Bal., 243, Schoennet, op. cit., 457.

2) art. 11 Wielkopol. Kod. B. IV—Hube, Ustawodawstwo, str. XXXIX; por. Gumowski str. 33.

3) Łęcz. II, 695, 2287; Piek. 676, 1155, 1208; art. 11 Wielkopol. Kod. B. IV — Hube, Ustawodawstwo, str. XXXIX; Raf. 165, 216.

4) Lek. II, 1603; Piek. 468; Łęcz. II, 3630.

5) Hube, Pisma, II. 536; Kod. Pol. III nr. 18, 58.

6) Według Ks. Elbl. V opłata wynosiła mniej więcej 2 fenigi, cf. Winawer, op. cit. 148.

7) Mac. II § 195.

VI. NIESPRAWNOŚĆ.

Instytucja niesprawności przysięgi stanowi zjawisko prawne, wpływające z zasad formalizmu, właściwego zarówno niedojrzałym umysłowo społeczeństwom jak i jednostkom.¹⁾

Nie obcą też była średniowiecznemu procesowi polskiemu, wykształcając nawet na Mazowszu dla jednej ze swoich form rodzimą nazwę — potyczek.²⁾

Niesprawność wówczas zachodziła, gdy nie wykonano w należyty sposób przysięgi, stanowiła więc niejako patologiczny przejaw zespołu norm obowiązujących.³⁾ Pojęciem swoim obejmowała niespełnienie jakiegokolwiek wymogu sprawnego wykonania przysięgi, a więc zarówno złego ogłoszenia roty, jak przyjęcia innej niż należy pozycji ciała czy też niewykonanie prze-

1) Raf. 8; Dunin, 254; Brunner II, 433; Kadlec; Přís. pomoc. 6; Brandl, Staročeské 704; Brandl, Glossarium s. v. Kléska, kliska, cespitare, cespitatio. Przeciwnie wywodzi Maciejowski (III § 220), twierdząc, że „od Niemców przejąwszy niedorzeczne to prawo, Morawianie, Czesi, udzielili go Polakom i Mazurom“, co nie wydaje się słusznem.

Charakter dyspozytywny prawa polskiego bezsprzecznie dopuszczał do złagodzenia ostrza formalizmu, co zauważamy również w sąsiednich Czechach — Kapras, 295, powiada: Durch Vereinbarung der Parteien konnte man . . . einzelne Formalitäten desselben (sc. des Eides) ausschliessen.

2) W terminologii łacińskiej występuje pod nazwą: lapsuta (Maz. III, 1343) deiuratio (Maz. III, 1593), deviatio (Maz. III, 1890), cespitatio (specjalnie w zapiskach grodu łęczyckiego Łęcz. II, od 3482 passim), por. Dutkiewicz, Uwagi, str. 20, na Rusi określenie ma charakter opisowy: cf. A. G. Z. XIV, 384; XVII, 2222.

3) W księgach sądowych notowano wówczas — non pertransivit, non perduxit.

pisanych gestów, czy wreszcie nieodpowiedniego zachowania się.¹⁾ Wszakże w praktyce odnosiła się przeważnie do złego wysłowienia roty, wyjątkowo bowiem notowane są inne, wyżej wymienione, przyczyny niesprawnego wykonania przysięgi.²⁾

Niesprawność w wysłowieniu mogła polegać bądź na niewypowiedzeniu słowa lub całej części przepisanej rotę, bądź też na wypowiedzeniu inaczej jednego choćby słowa lub całej części, niż głosiłaznaczona treść.³⁾

Podnieść należy, że niesprawność przysięgi wówczas tylko wywierała odpowiednie ujemne skutki dla prowadzącego dowód, jeśli przysięgającemu bezpośrednio mogła być przypisana вина nienależytego wykonania aktu.⁴⁾

1) Raf. 173; Anc., 106; Dunin, 254; Brandl, Staročeské, 708; Łęcz. II, 4808, 5587; Czer. 1595; Lek. I, 198; Piek. 545.

2) A. G. Z. XV, 2568: *Kmetho in iuramento ex iure sibi decreto iuramentum fecit et in iuramento verbum non expressit, ubi debuit dicere: non sum furatus, illic dixit: non recepi. Actor posuit memoriale petens sibi decerni lucrum. Iudicium recepit ad interrogandum; Łęcz. II, 5945; Maz. II, 161, 1586, 1769, 2183. Ten szczególny rodzaj niesprawności określano mianem potyczka, jako potknięcia się w mowie, Czacki (O pr. maz. rozprawa, str. 94) słusznie powiada: „pothyczek, to jest: jeżeli kto wykonywając przysięgę, zająknął się“.*

W prawie czeskiem również wykształcił się osobny termin: *přísaha se zmatkem*, w prawie morawskiem — *přísaha s kléskou* — cf. Brandl, O *přísabách*, 56; por. Słownik Kryński, T. IV p. w. potyczek; Słownik staropolski Arcta p. w. potyczek. Mac., III § 220, słusznie wywodzi, że potyczek był „ekscepcją na tej oparty zasadzie, że przysięgający ma widocznie złą sprawę, gdy przysięgi gładko wymówić nie jest zdolny“.

3) Maz. II, 161, 458, 1198; III, 1769, 1890, 2183; Łęcz. I, 1763, II, 5945; podobnie w prawie zachodnioeuropejskiem — cf. Tardif, op. cit. 112.

4) A. G. Z. XVI, 2222 i 2223.

Statut wiślicki stanowił, że woźny, który inaczej wypowie rotę, aniżeli było poleconem, a suo officio perpetuo deponatur, Hube — Ustawodawstwo 209.

W ogólności stwierdza się, że niesprawność wywierała ten skutek, że przysięga nią obarczona traciła jakikolwiek walor i strona, prowadząca dowód, upadała w dowodzie, a we wcześniejszem średniowieczu podlegała odpowiednim karom. Linja ewolucyjna szła w kierunku złagodzenia tej dotkliwej konsekwencji, dążąc poprzez jej złagodzenie do zupełnego zaniku instytucji. W praktyce rozwój ten przedstawiał się rozmaicie, zależnie od epoki i dzielnic kraju.¹⁾

Na Mazowszu w epoce wcześniejszego średniowiecza niesprawność skutkowałą upadek w dowodzie, ponadto strona dowodząca podlegała karom, a w razie nieuiszczenia takowych zabierano jej płaszcz, czego zabroniono przez statut 1389 roku.²⁾ Dalszy etap rozwojowy stanowiła ustawa zakroczymska z roku 1391.³⁾ Niesprawność skutkowałą wprawdzie upadek w dowodzie, ale już ponadto nie nakładano kar.

¹⁾ Ks. Eibl. V. Najzupełniej słuszną hipotezę wypowiada Hube (Pisma II, 547), że we wcześniejszem średniowieczu, w razie niesprawności przysięgi niekoniecznie zawsze następował upadek w procesie, gdyż w sukurs przychodziły ordalia, będąc u nas pomocniczym środkiem dowodowym, Winawer 138, 143. Nie wydaje się słuszną poprawka Winawera w przekładzie Helcla (Winawer 271): Oryginał: Were ist abir daz ... her unrecht swure, Helcel: Jeśli ... źle przysięże; (Hel. II, str. 17); Winawer: Jeżeliby zdarzyło się, że ... fałszywie przysięgł. We wcześniejszem prawie zachodnio-europejskiem potykający się w składanej przysiędze, podlegali karom, przewidzianym za krzywoprzysięstwo — Brunner, 433.

²⁾ Pam. Warsz., str. 156; art 5 statutów czerskich Jana I z r. 1389 (Bal., 243); cf. Ins. pol. 422; Hel. I, str. 274; Czacki, O pr. mazow. rozprawa, str. 94; Prof. Dąbkowski (Pr. pryw. II, 372) wywodzi z tego przepisu, że „zwyczaj zdejmowania płaszcza przez składającego przysięgę (*depositio paliorum*) zniósł na Mazowszu Jan, książę czerski, w 1389 r.“ Mniemać należy, że w tym przepisie nie chodziło o uchylenie zwyczaju zdejmowania płaszcza przy przysiędze, lecz uchylono *tales depositiones* w znaczeniu zabierania płaszcza potykającemu się. Mac. III § 220.

³⁾ Pam. Warsz., str. 60.

W XV stuleciu przejawia się dalsza tendencja ustawodawcza do zaniku instytucji niesprawności przysięgi. Pośrednio zmierzają do tego statuty z lat 1406 i 1410. W praktyce sądowej, jakkolwiek unieważniano niesprawną przysięgę, zezwalano na powtórne wykonanie, zwyczajnie trzykrotne, a nader wyjątkowo dopuszczano po raz czwarty do wygłoszenia roty.¹⁾ Niekiedy sądy odsyłały sprawy dotycząca do rozpatrzenia ad dominum ducem, co świadczy o chwiejności praktyki.²⁾ Ostatecznie uchylono potyczek ustawowo w roku 1448, chociaż zapewne w praktyce jeszcze był stosowany, skoro wspomina o nim statut 1453 roku.³⁾

Wybitne tendencje rozwojowe przejawiało prawo łączyckie z epoki lat 1385—1419.⁴⁾ Potyczek skutkował nieważność złożonej przysięgi, wszakże już wówczas nie sprowadzał odrazu upadku w dowodzie, dozwolono bowiem trzykrotnie składać przysięgę, nakładając każdorazowo karę zwaną poteczną, poena cespitatoria.⁵⁾ Dopiero trzykrotny potyczek skutkował upadek w dowodzie.⁶⁾ Każde potknięcie się skutkowało nałożeniem kary, łączne potknięcie naraz kilku osób świadczących przysięgę powodowało tyle kar potecznych, ile niesprawnych przysięg dopełniono, tak, że prowadzący dowód niekiedy uiszczal kilkakrotne kary.⁷⁾

¹⁾ Maz. II, 458; III, 1343, 2183; Czer. 1594; Schoennet, l. c. p. 456.

²⁾ Maz. III, 1586, 1593, 1890.

³⁾ Ius. pol. 456 De casu in iuramento; Ius. pol. 445 Kmetho percussus; Czacki, O pr. mazow. G4; Dunin 254.

⁴⁾ Dlatego może pogląd prof. Winiarza (Kw. hist. XII, 924), że przewód sądowy łączycki odznaczał się przesadnym formalizmem, uważaćby należało za cokolwiek przejawaskrawiony, cf. Tomal 196.

⁵⁾ Łęcz. I, 1763, 4855, 15; II, 141, 3378, 3547, 4496, 4686, 3576, 3632, 3701, 3842.

⁶⁾ Łęcz. II, 164.

⁷⁾ Łęcz. I, 1, 4602, 5039; II, 2679, 3679, 3746, 4497, 4972, 5312 5968, 6267, 6521, 6590, 6705.

Każda pojedyncza taka kara wynosiła sześć grzywien.¹⁾ Uiszczano ją sądowi odrazu lub umownie w pewnym czasokresie.²⁾

Na ziemiach właściwej Wielkiej i Małej Polski brak było jednolitej zasady w epoce pokazimierzowskiej.³⁾ Brak przepisów prawa stanowionego powodował arbitralne rozstrzyganie o skutkach niesprawności przysięgi.⁴⁾ Przyczem dostrzega się wybitną tendencję zaniechania stosowania ujemnych konsekwencji niesprawności dla prowadzącego dowód.

Ziemie czerwonoruskie stanowią najbardziej wyrazisty obraz pełnego władztwa formalizmu.⁵⁾ Ogólnie panującą, trwającą do końca średniowiecza, jest reguła zupełnego upadku w dowodzie skutkiem popełnionego potyczka.⁶⁾ Spotykamy się wprawdzie z odsyłaniem takich spraw „ad interrogandum”, bądź z zawieraniem rozstrzyg-

1) Łęcz. I, 264; II, 156, 2705, 3598, 3743, 4870, 5657, 5945.

2) Łęcz. II, 2637, 2967, 3361, 4686; cf. Makarewicz, Polskie prawo karne, str. 276.

3) Trudno przychylić się do zdania Maciejowskiego i uznać właściwość przytoczonych przezeń źródeł, że w stosowaniu skutków niesprawności sądy polskie tej samej, co mazowieckie trzymały się praktyki (Mac. III § 220), Czacki twierdzi (O pr. maz. G4, przyp. d), że Kazimierz Wielki zniósł potyczek, w co należy wątpić wobec braku pozytywnych dowodów.

4) Hube, Sądy, 385; Plek. 545.

5) Raf. 173.

6) A. G. Z. XIV, 355: świadek Łucz erravit alias pomyalsch przy składaniu przysięgi. Tunc Ministerialis recognovit, quod Łucz erravit alias pomyalscha, propter hoc decrevimus, quod Mykytha (pozwany) est liber, pro quo fuit citatus per Mytilnszky (powód), Łucz jest świadkiem Mytilńskiego; A. G. Z. XV, 3356, XVII, 2982 i 2997. Nawiasem dodać należy, że w świetle rozpatrywanego zagadnienia nie przedstawia wątpliwości kwestja, podniesiona swego czasu przez Rundsteina (I c. str. 18, przyp. 3), czy spotykaną na Rusi karę potaczna, poteczna (cf. A. G. Z. XII, Index wyrazów polskich p. w. poteczna, cf. etiam Inscr. clenod. 680, Hube, Sądy, 237) wywodzić należy od „potknąć się”, gdyż w żadnym razie nie wywodzi się od potknięcia się w przysiedze.

nięcia do przybycia wyższego dostojnika.¹⁾ Nie należy jednak doszukiwać się w tem chwiejności wyłuszczonej zasady, lecz przypisać przedewszystkiem słabej znajomości obowiązujących norm prawnych pośród tamtejszych ówczesnych sędziów lub też ewentualnej obawie wzięcia odpowiedzialności za wydany wyrok.

Podobnie jak na ziemiach czerwonoruskich przetrwała instytucja niesprawności przysięgi całe średniowiecze w prawodawstwie względem Żydów, widnieje jeszcze w statucie króla Aleksandra z roku 1505.²⁾ Przedstawia się ona w tem prawodawstwie o tyle ciekawie, że w całym okresie średniowiecza nie doznaje żadnych zmian. Jak to już gdzieindziej zauważyliśmy, tak samo i tutaj, przysięga, dotknięta niesprawnością traciła swój walor, wszakże dopiero czterokrotny potyczek skutkował upadek w dowodzie. W przypadku potyczka za pierwszym, drugim i trzecim razem każdorazowo płacono karę w wysokości wiardunka, 12 groszy.³⁾

W ścisłym związku z rozważaniami nad niesprawnością przysięgi pozostaje kwestja krzywoprzysięstwa. Pojęcie to, wypełniane różną treścią, znane było średniowiecznemu prawu polskiemu.⁴⁾ Do pewnego stopnia

¹⁾ A. G. Z. XIV, 384 z r. 1442, sąd odracza termin, nie wiedząc widocznie jak zawyrokować: „si pop suam causam amisit, quia unus testis non ita iuravit, sicut data est sibi rota, vel non, vel utrum testis qui erravit in iuracione, debet dicere rotam secundario, vel si iam suam causam amisit. A. G. Z. XV, 2568, 2944.

²⁾ V. L. I, 337.

³⁾ Ius pol. 20 (według redakcji B. I.I) si lapsus fuerit (in iuramento) ter, qualibet vice fertorem ammittit, et si quarto, manet reus in causa; cf. Gumowski, 39—40.

⁴⁾ Wskazuje na to sprawa, tocząca się w roku 1398 (Hel. II, 278): Proponente Cristino contra Vitalem pro eo, quod sibi idem Vitalis circa crucem et iuramentum dixisset: ... quia iste Cristinus iniuriose et minusiuste contra me iuravit. Iudicium vero ipsum dominum Cristinum iuste iurasse declaravit; cf. Piek. 866; Hirzel op. cit. 75 sq.

Od krzywoprzysięstwa odróżnić należy złamanie przysięgi.

niesprawne wykonanie (moment formalny) zawierało się w pojęciu krzywoprzysięstwa. Ale już podówczas tkwiło tam rozumienie materialnej niesprawności, niezgodności zaprzysiężenia z faktem zaprzysięganym.¹⁾ Kompetencja sądów duchownych w zakresie spraw o krzywoprzysięstwo wpłynęła bezsprzecznie deprymująco na powstanie i rozwój odpowiednich norm w naszym prawie średniowiecznym.²⁾ Źródła prawa polskiego zawierają nader ubogi materiał, dotyczący tej kwestji, a nawet i w tym zakresie odzwierciadlają się normy faktyczne, zabarwione pojęciami religijnymi, a brak jest zasad prawnych.³⁾ Ten stan rzeczy zniewala nas do wyrzeczenia się możliwości szerszego zobrazowania kwestji.

W uzupełnienie omawianej kwestji niesprawności, zarówno formalnej jak i materialnej, pozostaje do rozpatrzenia wypadek niezłożenia naznaczonej przysięgi. W danym razie wogóle nie przystępowano do aktu. Zasadniczym skutkiem tego był upadek w procesie.⁴⁾

Różnicę tę przeprowadza należyście Bochman (op. cit. 44): krzywoprzysięstwo jest fałszem przy samem składaniu przysięgi popełnionem, złamanie przysięgi dzieje się dopiero *po* jej złożeniu. Wyczerpująco obrazuje tę kwestję Liszt, op. cit. 53.

1) W terminologii oznaczane jako perjurium — A. G. Z. XV, 2000.

2) Dunin 194; Kutrzeba, Pr. sąd. 23; Zachorowski Stanisław, Sądy synodalne w Polsce, Kraków, 1911, str. 27; Gromnicki Tadeusz, Synody prowincjonalne, Kraków, 1885, str. 58; Maciejowski J., VII, 52. O rozwoju norm prawa zachodnio-europejskiego traktuje Liszt, op. cit. 42, 78; por. Kutrzeba, Historia ustroju Polski, T. I, Lwów—Warszawa, 1925, str. 47.

3) A. G. Z. XIV, 1115, 3132; XIX, 3135 i str. XIV, por. materiał folklorystyczny: Wiśła V, str. 628, VIII, str. 359 i 743, XVIII, str. 364. Adalberg, op. cit. s. v. krzywoprzysięgać, Linde II, 523 p. w. krzywoprzysięgać; Hirzel, 181; Post, 404, 493, 502; cf. A. G. Z. XV, 2000; Zagadnienie krzywoprzysięstwa występuje ponadto w źródłach pod postacią spraw o naganę czci — Ul. 4325, 7391, 7397, 7398.

4) Ul. 95, 4755, Maz. II, 1157, Hel. II, 1286, 2073, 3888, 3163; Lek. I, 515; II, 1280; Łęcz. II, 610, 4639, 5158, Inscr. clenod. 1044, 1148; A. G. Z. XI, 3742; XII, 875; XIV, 3142, 5802; XIII, 2309, 4109; XVII, 2832.

We wcześniejszem średniowieczu wogóle, a w epoce XV wieku jeszcze na Mazowszu, spotykamy się z nakładaniem kar na stronę odstępującą.¹⁾

Skutki powyższe zachodziły wówczas tylko, jeśli dowodzący nie napotkał w wykonaniu przeszkód, przezeń niezawinionych.²⁾

¹⁾ Ks. Elbl. V; Dunin, 255. Rozwiązanie tekstu przywileju z r. 1462 (Kod. dypl. maz. nr. 209: *Item si persona Ecclesie et Cleri predictorum ... in propositione negaverit et ei neganti iuramentum indictum fuerit si infra terminum statuti iuramenti, melius deliberaverit licebit ei recognoscere absque pena quinquagenali que dum a talibus exigebatur multos ad periurium compellebat*) przez Dunina nie wydaje ściśle ze względu na generalizujący charakter, jaki chce nadać tej treści. Praktyka sądowa mazowiecka nie wskazuje, by taka kara była w ogólności stosowana za odstąpienie od naznaczonej przysięgi. Niestety, niejasność tekstu dyplomu nie pozwala na wysnuwanie nie popartych innymi dowodami hipotez. Sądzę wszakże, że nałożenie kary L w razie odstąpienia od przysięgi łączyło się z ubocznymi okolicznościami, wpływającymi na karalność, a przede wszystkim z karą ob noncomparitio-nem in termino iuramenti, jak to również dostrzegamy w zapisach łączących — Łęcz. II, 3.

Dostrzegamy podobne zjawisko w prawie germańskiem, wszakże tam odmowa świadectwa równoznaczną była w skutkach kar-nych z fałszywym świadectwem, Łiszt, 43.

²⁾ Hel. II, 326; Lek. II, 1034.

BIBLIOGRAFJA.

I. ŹRÓDŁA.

Akta grodzkie i ziemskie z czasów Rzeczypospolitej Polskiej z archiwum t. zw. Bernardyńskiego we Lwowie wskutek fundacji ś. p. Aleksandra hr. Stadnickiego, wydane staraniem Galicyjskiego Wydziału Krajowego T. XI—XIX, Lwów, 1886—1906. **A. G. Z.**

Balzer Oswald, Średniowieczne prawa mazowieckiego pomniki, Archiwum Komisji Prawniczej, T. V. Kraków, 1897. **Bal.**

Bandtkie Joannes Vincentius, Jus polonicum, Varsoviae, a. 1831. **Jus pol.**

Bobrzyński Michael, Acta expeditionum bellicialium palatinatus calissiensis et posnaniensis in Valachos et in Turcasa, 1497—1498, Cracoviae, 1882, Starodawne prawa polsk. pomn. T. VII. **Acta exped.**

Bobrzyński Michael, Correctura statutorum et consuetudinum Regni Poloniae. Starod. pr. pol. pomn. T. III. Cracoviae, 1874. **Correctura.**

Bobrzyński Michael, Decreta in iudiciis regalibus tempore Sigismundi I Regis Poloniae a. 1507—1531 Cracoviae celebratis lata, Starod. pr. pol. pomn. T. VI. Cracoviae, 1880. **Bob.**

Handelsman Marcelli, Księga ziemska płońska, 1400—1417, Najdawn. księgi sądowe mazow. T. I. Warszawa 1920. **Maz. I.**

Helcel Antoni Zygmunt, Starodawne prawa polskiego pomniki, T. I i II. **Hel.**

Heyzman Udalricus, Statuta synodalia episcoporum cracoviensium XIV et XV saeculi, Starod. pr. pol. pomn. T. IV. Cracoviae, 1875. **Heyz.**

Kochanowski J. K., Księgi sądowe brzesko-kujawskie, 1418 — 1424, Teki A. Pawińskiego, T. VII, Warszawa, 1905. **Brzes.**

Kodeks dyplomatyczny księstwa mazowieckiego, Warszawa, 1863. **Kod. Maz.**

Kozierowski Stanisław X., Nieznane zapiski heraldyczne, cz. I. Poznań, 1915, cz. II. Kraków, 1922. **Koz.**

Księga ziemi czerskiej 1404—1425, Warszawa, 1879. **Czer.**

Lekszycki J., Die ältesten grosspolnischen Grodbücher, B. 31, 38, Leipzig, 1887—1889. **Lek.**

Pawiński Adolf, Księgi sądowe łączyckie, T. I—II, Teki A. Pawińskiego, T. III, IV, Warszawa, 1897. **Łęcz.**

Piekosiński Franciszek, Wybór zapisek sądowych grodzkich i ziemskich wielkopolskich z XV wieku, T. I, zeszyt I, Studja, rozprawy i materiały z dziedziny historii polskiej i prawa polskiego, T. VI, zesz. I, Kraków, 1902. **Piek.**

Piekosiński Franciszek, Nieznane średniowieczne rotty przysięg wareckich z lat 1419—1480, Archiwum Komisji Prawniczej, T. VIII, cz. I. Kraków, 1907. **War.**

Piekosiński Franciszek, Kodeks dyplomatyczny Wielkopolski, T. I—V, Poznań, 1878—1908. **Kod. Wp.**

Piekosiński Franciszek, Kodeks dyplomatyczny Małopolski, T. I—IV, Kraków, 1876—1905. **Kod. Mp.**

Piekosiński Franciszek, Kodeks dyplomatyczny katedry krakowskiej S. Wacława, cz. I—II, Monumenta medii aevi historica, T. I, VII. Kraków, 1874—1883. **Kod. Krak.**

Potkański Karol, Zapiski herbowe, Arch. Kom. Hist. T. III. Script. rerum polon. T. IX. Kraków, 1886. **Potk.**

Rybarski Antoni, Księga ziemna zakroczymska pierwsza, 1423—1427, Najdawn. księgi sądowe mazow. T. II, cz. I. Warszawa, 1920. **Maz. II.**

Rzyszczewski Leon, Muczkowski Antoni, Codex diplomaticus Poloniae, T. I, II, Varsoviae, 1847. **Kod. Pol.**

Statuta i przywileje mazowieckie, Pamiętnik warszawski z roku 1821, T. XXI. **Pam. warsz.**

Tymieniecki Kazimierz, Księga ziemska zakroczymska druga, 1434—1437, Najdawn. księgi sądowe mazow. T. III, Warszawa, 1920. **Maz. III.**

Ulanowski Boleslaus, Antiquissimi libri iudiciales terrae cracoviensis, Pars I et II, Starod. pr. pol. pomn. T. VIII, Kraków, 1884-1886. **Ul.**

Ulanowski Bolesław, Materiały do historii prawa i heraldyki polskiej, Arch. Kom. Hist. T. III, Script. rer. polon. T. IX, Kraków, 1886. **Mat.**

Ulanowski Bolesław, Wybór zapisek sądowych kaliskich z lat 1409—1416, Arch. Kom. Hist. T. III, Script. rer. polon. T. IX, Kraków, 1886. **Kal.**

Ulanowski Boleslaus, Acta capitulorum nec non iudiciorum ecclesiasticorum, T. I, II, III, p. l., Monumenta medii aevi historica, T. XIII, XVI, XVIII, Cracoviae, 1894—1908. **Acta capit.**

Ulanowski Boleslaus, Inscriptiones clenodiales, Cracoviae, 1885, Starod. prawa pol. pomn. T. VII. **Inscrip. clen.**

Volumina legum, T. I, wyd. J. Ohryzki, Petersburg, 1850. **V. L.**

Vsehrd Viktorin, O práviech zeme ceske knihy devaterý ed. H. Iirecek, Codex iuris bohemicí, Tomi III, Pars III, Pragae, 1874. **Vsehrd.**

II. LITERATURA.

Anc Dominik, Zewnętrzny porządek sądowy w Polsce w końcu XIV stulecia, Gazeta sądowa warszawska z r. 1899.

Bachman Karol, O przysiędze, Warszawa, 1843.

Bandtkie Steżyński Jan Wincenty, Historia prawa polskiego, Warszawa, 1850.

Brandl V, O přísahách v českém práve, Časopis Matice Moravské, Rocnik I. Praha, 1869.

Brandl V, Staročeské rizeni soudní, Právník, Ročník VIII, Praha, 1869.

Bruner Heinrich, Deutsche Rechtsgeschichte, Bd. II. Leipzig, 1892.

Brzeziński Józef, O przysiędze, Kraków, 1886.

Czacki Tadeusz, O litewskich i polskich prawach etc. T. I—II, Kraków, 1861.

Czacki Tadeusz, O prawach mazowieckich rozprawa, Krzemieniec, 1811.

Dąbkowski Przemysław, Prawo prywatne polskie, T. I—II, Lwów, 1910—1911.

Dąbkowski Przemysław, Litkup, dodatek o przysiędze i kłatwie, Lwów, 1906.

Dunin Karol, Dawne mazowieckie prawo, Warszawa, 1880.

Dutkiewicz Walenty, Program do egzaminu z historii praw, które w Polsce przed wprowadzeniem kodexu Napoleona obowiązywały, Warszawa, 1863.

Dutkiewicz Walenty, Uwagi nad dziełem „Polskie prawo prywatne“ przez Piotra Burzyńskiego, Warszawa, 1873.

Estreicher Stanisław, Prawidlnik, Sprawozdania z czynności i posiedzeń Akad. Um. w Krakowie, T. VIII, nr. 6, 1903.

Feintuch Marcin, O woźnych sądowych w Wielkopolsce w XIV i początkach XV wieku, Pamiętnik słuchaczy Uniwersytetu Jagiellońskiego, Kraków, 1887.

Göpfert A. Fr., Der Eid, Mainz, 1883.

Грошевой Н., Присяга, Журналъ Юридич. Общества при Императ. Унив. Кн. I. Забѣтки, 1894.

Hirzel Rudolf, Der Eid, Ein Beitrag zu seiner Geschichte, Leipzig, 1902.

Hube Romuald, Pisma, T. II, Warszawa, 1905.

Hube Romuald, Ustawodawstwo Kazimierza Wielkiego, Warszawa, 1881.

Hube Romuald, Sądy, ich praktyka i stosunki prawne społeczeństwa w Polsce ku schyłkowi XIV wieku, Warszawa, 1886.

Janidlovius Bozantinus Jacobus, Processus iudicarius ad praxim fori spiritualis Regni Poloniae conscriptus, Cracoviae, 1606.

Јованович Алекса С., Доказна средства у нашем старом казненем законодавству, Београд, 1898.

Kadlec Karel, Přisezni pomocníci v právu slovan-ském, Praha, 1915.

Kadlec Karol, O sądownictwie i przewodzie sądowym u Słowian do X w., Encyklopedia polska, T. IV, cz. 2, Kraków, 1912.

Kapras J., Der altböhmisches Grenzeid im Grabe unter dem Rasen, Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft, B. 34, Stuttgart, 1916.

Kutrzeba Stanisław, Sądy ziemskie i grodzkie w wiekach średnich, Kraków, 1901—1902.

Kutrzeba Stanisław, Dawne polskie prawo sądowe w zarysie, Lwów — Warszawa — Kraków, 1921.

Lasch Richard, Der Eid, Stuttgart, 1908.

Liszt Franz, Meineid und falsches Zeugnis, Wien, 1876.

Łaguna Stosław, Pisma, Warszawa, 1915.

Maciejowski Ignacy, Przysięga i krzywoprzysięstwo, Dziennik Warszawski, T. VI—VII z lat 1826—27.

Maciejowski Wacław Aleksander, Historia prawodawstw słowiańskich, T. I—VI. Warszawa, 1856—1865.

Mac.

Makarewicz Juljusz, Polskie prawo karne, część ogólna, Lwów—Warszawa, 1919.

Ostrowski Józef, Moc prawna dowodu ze świadków w postępowaniu karnem, Berlin, 1872.

Pazdro Zbigniew, Organizacja i praktyka żydowskich sądów podwojewódzińskich, Lwów, 1903.

Post Albert Hermann, Grundriss der ethnologischen Jurisprudenz, II Bd. Oldenburg und Leipzig, 1895.

Rafacz Józef, Zastępcy stron w dawnym procesie polskim, Kraków, 1924.

Rafacz Józef, Choroba, jako przyczyna odroczenia procesu w dawnej Polsce, Gazeta sądowa warszawska, T. 53 z r. 1925.

Rafacz Józef, Okresy w rozwoju procesu polskiego, Lwów, 1925, Odbitka z „Księgi pamiątkowej ku czci Oswalda Balzera“.

Rafacz Józef, Dawny proces polski, Warszawa, 1925.

Raf.

Rakowiecki Ignacy Benedykt, Prawda ruska, T. I, II, Warszawa, 1820—1822.

Rundstein Szymon, Ludność wieśniacza ziemi halickiej w wieku XV, Lwów, 1903.

Schoennet Józef, Dowód ze świadków w prawie mazowieckiem, Przegląd sądowy i administracyjny, R. XVI, Lwów, 1891.

Schorr M., Organizacja żydów w Polsce, Kwart. histor. T. XIII, Lwów, 1899.

Semkowicz Władysław, Nagana i oczyszczenie szlachectwa w Polsce XIV i XV wieku, Lwów, 1899.

Semkowicz Władysław, Przysięga na słońce, Księga pamiątkowa ku czci B. Orzechowicza, T. II, Lwów, 1916.

Semkowicz Władysław, Zapiska herbowa przemyska, Kwart. hist., T. XIV z r. 1900.

Сергѣевичъ В., Лекціи и изслѣдованія по древней исторіи русскаго права, Петербургъ, 1910.

Surowiecki Wawrzyniec, Śledzenie początku narodów słowiańskich, Warszawa, 1824.

Tarde P., Les transformations du droit, Paris, 1922.

Tardif Adolphe, La procédure civile et criminelle aux XIII-e et XIV-e siècles, Paris, 1885.

Tomal Józef, O sądach grodzkich w ziemi łączyc-

kiej, Rocznik zbiorowy prac naukowych na rok 1879, Warszawa, 1879.

Winawer Maksymiljan, Najdawniejsze prawo zwyczajowe polskie, Warszawa, 1900.

Winiarz Alojzy, Sądy boże w Polsce, Kwart. histor. T. V, Lwów, 1891.

Владимірскій—Будановъ М. Ф., Обзоръ исторіи русскаго права, Петербургъ—Кіевъ, 1909.

III. POMOCÉ.

Adalberg Samuel, Księga przysłów, Warszawa, 1894.

Arcta Słownik staropolski, T. I, opracował Antoni Krasnowolski, Warszawa, b. d.

Brandl V., Glossarium illustrans bohémico-moravicae historiae fontes, Brünn, 1876.

Dalloz M. D., Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence, T. 40, Paris, 1895.

Du Cange, Glossarium mediae et infimae latinitatis, T. I—VII, Parisiis, 1840—1850.

Gloger Zygmunt, Encyklopedia staropolska, T. I—IV, Warszawa, 1900—1903.

Gumowski Marjan, Monety polskie, Warszawa, 1924.

Kryński Adam, Niedźwiedzki Władysław i Karłowicz Jan, Słownik języka polskiego, T. I—VII, Warszawa, 1898—1919.

Linde Samuel Bogumił M. Słownik języka polskiego, T. I—VII, Lwów, 1854—1860.

Miklosich Fr., Lexicon palaeoslovenico-graeco-latinum, Vindobonae, 1862—1865.

Nowodworski Michał X., Encyklopedia kościelna, T. XXII, Warszawa, 1898.

Orgelbranda Encyklopedia powszechna, T. I — XXVIII, Warszawa, 1859—1868.

Ottův slovník naučný, T. I—XXVIII, Praha, 1888—1909.

Wierzbowski Teodor, Vademecum, Warszawa, 1908.

SPIS RZECZY:

	Str.
Exposé sommaire	3
Wstęp	8
I. Pojęcie i charakterystyka	10
II. Osoby, składające przysięgę	21
III. Osoby, biorące udział w akcji	32
IV. Rota	37
V. Wykonanie	43
1. Czas	47
2. Miejsce	52
3. Sposób	56
4. Oplaty	62
VI. Niesprawność	65
Bibljoğrafja	73



Biblioteka Główna AP w Siedlcach
nr inw.: KG - 343961



343961